



Centre pour la Démocratie,
le Développement et la
Culture en Afrique



RAPPORT ANNUEL 2019

Construire des partenariats collaboratifs pour la promotion de communautés pacifiques et sécurisées en Afrique



2019 en images



Table des matières

Liste des acronymes	4
A propos du Gorée Institute	5
Mot du Directeur Exécutif	7
Résumé exécutif	9
Programme Consolidation de la Paix et Prévention des conflits en Afrique de l'Ouest (CPPC) 12	
1. Résultats programmatiques atteints	12
2. Rappel des objectifs du programme.....	13
3. Théorie du changement.....	13
4. Domaines d'actions prioritaires et stratégie opérationnelle.....	13
PROGRAMME GOUVERNANCE ET PROCESSUS POLITIQUES (PGPP).....	30
1. Rappel des objectifs du programme PGPP	30
2. Objectifs spécifiques	30
3. Théorie du changement.....	31
4. Outils et instruments.....	31
6. Résultats programmatiques atteints.....	42
TERAL: UN MÉCANISME D'AUTOFINANCEMENT	44
FINANCES ET RENFORCEMENT ORGANISATIONNEL	46
1. Réunion annuelle du Conseil d'administration	46
2. Perspectives	46
3. États financiers.....	48
CONSEIL D'ADMINISTRATION	50
LE PERSONNEL DU GORÉE INSTITUTE	51

LISTE DES ACRONYMES

AAPS	:	Architecture Africaine de Paix et Sécurité
ANC	:	African National Congress
CADEG	:	Charte africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance
CAJ	:	Charte Africaine de la Jeunesse
CEDEAO	:	Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CENI	:	Commission Electorale Nationale Indépendante
CER/MR	:	Communautés économiques régionales / Mécanismes régionaux
CESE	:	Conseil Économique Sociale et Environnemental
CMM	:	Chambre des Mines du Mali
CNSC	:	Concertation nationale de la société civile (Togo)
CPCC	:	Cadre de Prévention des Conflits
CPPC	:	Programme Consolidation de la Paix et Prévention des conflits en Afrique de l'Ouest
CUA	:	Commission de l'Union africaine
FOM	:	« Femmes : occupez les médias ! »
FOSEL	:	Forces Spéciales Elections Législatives
GTA	:	Grand Tortue Ahmetim
GTFJPS	:	Groupe de Travail Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité
ICS	:	Industries Chimiques du Sénégal
IDEP	:	Institut africain de développement économique et de planification
IGE	:	Inspection Générale d'Etat
IPAO	:	Institut Panos Afrique de l'Ouest
IPSS	:	Institut d'Études de Paix et de Sécurité
IRPAD-Afrique	:	Institut de Recherche et de Promotion des Alternatives en Développement
OFNAC	:	Office National de lutte contre la Fraude et la Corruption
OIP	:	Organisation d'Intérêt Public
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
OS	:	Orientation Stratégique
OSC	:	Organisation de la Société Civile
OUA	:	Organisation de l'Unité Africaine
PETROSEN	:	Société de pétrole du Sénégal
PGPP	:	Programme Gouvernance et Processus Politiques
PME	:	Petites et Moyennes Entreprises
PTF	:	Partenaires Techniques et Financiers
REPSFECO	:	Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO
RGM	:	Réseau des parlementaires pour la bonne gouvernance des ressources minérales
RSE	:	Responsabilité Sociétale des Entreprises
SENELEC	:	Société nationale d'électricité du Sénégal
SGC	:	Sabadola Gold Corporation
SPN	:	Société Pétrolière Nationale
UA	:	Union Africaine
VMA	:	Vision Minière pour l'Afrique
ZLECA	:	Zone de Libre-Echange Continentale Africain

A PROPOS DU GORÉE INSTITUTE

Le Gorée Institute est né le 25 juin 1992, lors d'une cérémonie solennelle présidée par son Excellence M. Abdou Diouf, Président de la République du Sénégal, appuyé par M. Salim Ahmed Salim, secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Un groupe d'Africains dévoués aux idéaux de progrès, de justice et de liberté, croyant fermement en la coopération et en l'autosuffisance est à l'origine de la création du Gorée Institute.

La proposition de l'Institut, formulée en premier lieu par le Président Abdou Diouf, est survenue au cours de la célèbre rencontre de Dakar pour la démocratie en Afrique du Sud, organisée en 1987 par les leaders de l'African National Congress (ANC) alors en exil et un groupe d'Afrikaners progressistes et libéraux. Cette rencontre financée par la Fondation Danielle Mitterrand et la Fondation Soros, a bénéficié de la présence et du soutien d'Africains venus d'autres régions du continent et a largement contribué à l'instauration de la démocratie en Afrique du sud en 1994 : une solution africaine à un problème africain.

Le Gorée Institute est une Organisation d'Intérêt Public (OIP) indépendante, panafricaine, bénéficiant d'un statut diplomatique, garant de son intégrité. Ni son indépendance, ni son intégrité ne sont négociables : le Conseil d'Administration panafricain dans sa composition est dépositaire de l'autorité et du pouvoir de décision de l'organisation.

VISION

Le Gorée Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés engagées, d'institutions fortes et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des États démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes ainsi qu'une société civile indépendante et engagée.

MISSION

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés justes, paisibles et autosuffisantes en Afrique. Nous la réalisons en nous efforçant d'élargir la gamme des paradigmes, des outils, du savoir-faire et des connaissances pouvant promouvoir l'émergence de sociétés paisibles et autosuffisantes. Dans ce but, nous renforçons également les capacités des institutions et des individus qui constituent ces sociétés et qui œuvrent pour leur établissement. Ce faisant, nous optimisons l'utilisation des ressources humaines, créatrices et financières du continent, tout en exploitant et en adaptant les meilleures pratiques venant d'ailleurs.

VALEURS

Le dévouement de l'ensemble du personnel à l'Institut et à sa mission constitue notre principal atout. L'innovation, la créativité, la pensée critique ainsi que la participation aux réseaux d'action sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Par la recherche, la facilitation et l'intervention, l'Institut vise :

- Le renforcement du dialogue politique et l'enracinement de la paix ;

- La prévention des conflits ainsi que le soutien aux personnes et institutions travaillant au niveau national, sous régional et régional pour développer une solution efficace aux problèmes sociaux et politiques liés à la consolidation de la paix ;
- L'amélioration de la gouvernance politique et des processus électoraux ;
- La mise en valeur de la créativité humaine, artistique et économique du continent.

Notre approche

Nos programmes, nos activités et notre identité institutionnelle sont nourris par trois éléments indispensables et interdépendants : la recherche, le renforcement des capacités et l'intervention. La recherche qui nous permet de promouvoir la production intellectuelle et artistique ; ainsi que de favoriser une approche visionnaire et préventive aux problèmes et défis contemporain ; le renforcement des capacités sur la base des connaissances générées pour ainsi améliorer les compétences et l'expertise des citoyens condition nécessaire pour un engagement futur ; et l'intervention qui nous permet d'agir souvent sur les résultats des phases de réflexion et de recherche pour une facilitation ou plaidoyer efficace. Le Gorée Institute n'adopte pas d'approche activiste mais est une organisation facilitatrice et catalyseur s'appuyant sur le principe fondamental de la relation collaborative.

Nos domaines d'intervention:

- Gouvernance et processus électoraux
- Média et prévention des conflits
- Leadership des Jeunes et la prévention des conflits
- Leadership, Femme, paix et sécurité
- Gouvernance des ressources naturelles et prévention des conflits ;
- Extrémisme violent.



MOT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

2019 a été pour le Gorée Institute, Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique, une année particulière, chargée de défis et d'espoir. En effet, l'Institut a déroulé ses programmes dans un contexte africain essentiellement marqué par des défis électoraux dans de nombreux pays surtout de l'Afrique de l'Ouest. C'est une année qui s'est caractérisée aussi dans la sous-région par une crise sécuritaire avec comme indicateur palpable la recrudescence des attentats terroristes dans le Sahel et au Nigéria sans oublier le fléau migratoire et sa déduction sur la sécurité.

Divers événements se sont déroulés durant l'année 2019 en Afrique de l'Ouest. Ils confortent l'ultime conviction qu'il y a nécessité de porter et de propager au mieux les valeurs que porte le Gorée Institute. En cette année, sept pays de la sous-région ouest africaine ont organisé des élections présidentielles et/ou législatives (Mauritanie, Nigeria, Sénégal, Guinée Bissau, Mali, Bénin et Burkina Faso). Six autres pays (Togo, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée et Niger) organisent des consultations électorales en 2020. L'année 2019 a également été caractérisée par l'exacerbation de la crise sécuritaire dans la sous-région. Les attaques djihadistes ont fortement frappé l'Afrique de l'Ouest, notamment des pays du Sahel. Plus de 4000 décès dus aux attaques terroristes ont été enregistrés au Mali, au Burkina et au Niger en 2019 contre 770 décès en 2016, selon l'organisation des Nations-Unies. L'insécurité qui sévit en Afrique de l'Ouest est parfois le fait d'actions des Forces de Défenses et de Sécurité et des groupes d'autodéfenses. Il convient de souligner que l'intensification de cette crise se nourrit aussi des modes de vie de certaines de nos communautés. Ainsi, et il faut le dire haut, dès lors que sont convoqués les enjeux des activités agro-Sylvio-pastorales, les affrontements ou conflits communautaires ou intercommunautaires deviennent une routine quotidienne.

L'Afrique de l'Ouest est très riche en ressources minérales. Malheureusement, la gouvernance des mines continue de ne pas répondre aux standards de transparence, d'être source d'enrichissement illicite, de corruption, de débats politiques et parfois de conflits. Enfin, si la migration pourrait être définie comme le déplacement d'une ou de plusieurs personnes vers un autre lieu pour des raisons économique, politique et sécuritaire, sa réalité dans la sous-région d'Afrique occidentale révèle toute sa complexité et son enjeu multidimensionnel. La sous-région est la partie du continent qui accueille le plus grand nombre de migrants originaires aussi bien de ses pays que d'autres parties de l'Afrique. Le nombre de migrants dans cette partie du continent est estimée à 8,4 millions soit 2,8% de sa population, selon le rapport d'août 2019 de l'Organisation internationale pour les migrations des Nations unies (OIM). Des pays d'Afrique de l'Ouest dits « pays tiers » sont parmi les principaux pays d'origine et/ou de transit de migrants en route vers le Vieux Continent. D'où l'intérêt majeur qu'accorde l'Union européenne à l'Afrique de l'Ouest dans sa politique d'externalisation de la lutte contre l'immigration subsaharienne.

Tous ces événements notés tout au long de l'année 2019, par-delà qu'ils révèlent les enjeux politique, sécuritaire, de bonne gouvernance et migratoire de l'Afrique de l'Ouest, nous prouvent qu'il y a encore du chemin à faire dans le partage des valeurs de démocratie, transparence, paix et développement, si chères à Gorée Institute. Ils nous démontrent également au besoin la nécessité des démocrates du monde et de la communauté épistémique d'Afrique et d'ailleurs de mobiliser toutes leurs énergies pour



Doudou DIA
Directeur Exécutif

l'implantation desdites valeurs et de préparer pour les générations futures une sous-région ouest africaine beaucoup moins sujette aux tensions qui l'ont traversée en 2019.

A la lumière de cette ambition, le Gorée Institute a réalisé en 2019, avec le soutien de ses partenaires techniques et financiers, deux programmes :

- Programme Consolidation de la Paix et Prévention des conflits en Afrique de l'Ouest (CPPC) ;
- Programme Gouvernance et Processus politiques (PGPP).

Le Gorée Institute, fidèle à ses valeurs, s'évertuera à atteindre les objectifs fixés par son Conseil d'administration pour une Afrique paisible, démocratique, libre et de transparence dans la gouvernance des pouvoirs publics. Ces valeurs, auxquelles le Gorée Institute attache beaucoup de prix, deviennent un enjeu majeur de cette partie du continent et ne doivent laisser personne indifférente. Ces valeurs ont besoin d'être consolidées et vulgarisées au sein des populations tout comme auprès des acteurs politiques et de la société civile.

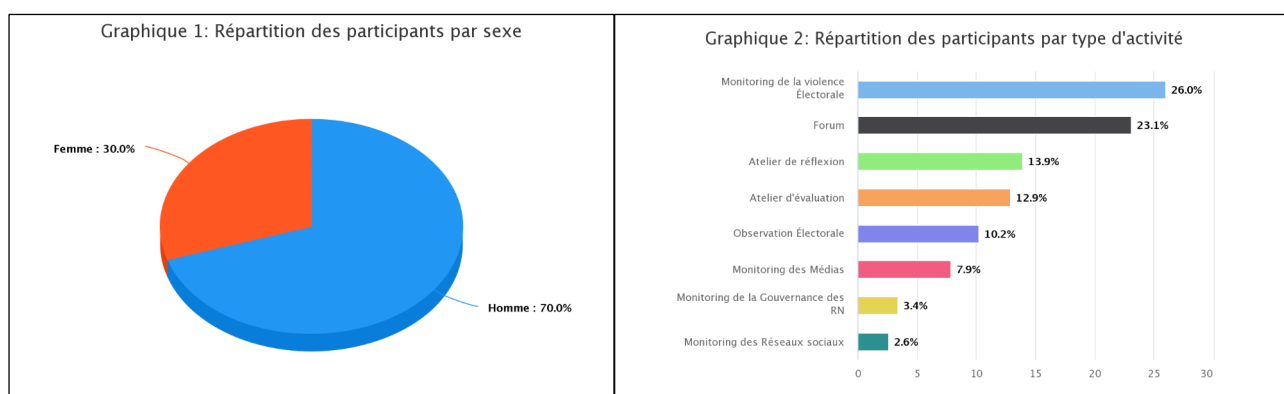
Nous continuons à faire de Gorée Institute un creuset de production inépuisable d'idées et un vecteur puissant de propagation de ses valeurs pour une Afrique de l'Ouest plus sûre, plus démocratique, plus libre et plus prospère. Nous contribuons de par nos productions scientifiques à mettre à la disposition des décideurs publics, des acteurs de la société politique et de la société civile, des enseignants-chercheurs, des étudiants et des journalistes une floraison d'informations utiles dans leurs domaines.

C'est pourquoi, le Gorée Institute a érigé en priorité, tout au long de l'année 2020, des activités inclusives qui regroupent des acteurs de tous les secteurs concernés dans l'atteinte de l'ambition d'une Afrique occidentale où la paix, la bonne gouvernance démocratique et économique ainsi que l'amélioration de la qualité de vie de sa population seront une réalité. Amener les décideurs politiques, acteurs de la société civile et populations à s'approprier de ces valeurs sera le meilleur procédé garantissant à long terme leur succès. Le Gorée Institute continuera à jouer, en 2020 et les années à venir, pleinement sa partition dans la consolidation de la crédibilisation des consultations électorales, de la paix, de la bonne gouvernance et à contribuer à donner corps au Protocole de Libre Circulation de 1979 de la CEDEAO. C'est là notre devoir et responsabilité envers la population ouest africaine et devant l'histoire.

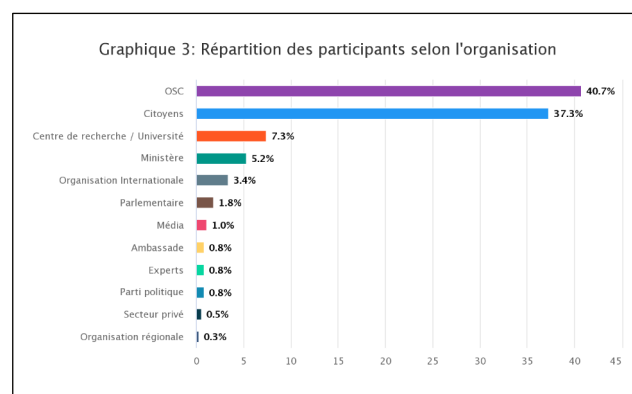


RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Tout au long de l'année de 2019, en conformité avec ses valeurs, le Gorée Institute a réalisé avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers deux programmes à savoir le Programme Consolidation de la Paix et Prévention des conflits en Afrique de l'Ouest (CPPC) et le Programme Gouvernance et Processus politiques (PGPP). En 2019, **381** personnes ont pris part aux différentes activités organisées par le Gorée Institute dont 30% de femmes (Graphique 1). Les graphiques 2 et 3 montrent la répartition des participants par type d'activités et selon l'organisation respectivement.



Le Programme Consolidation de la Paix et Prévention des conflits en Afrique de l'Ouest est mis en œuvre dans un contexte de crise sécuritaire aiguë marquée par la tenue d'élections nationales dans sept pays, une forte recrudescence des attentats terroristes, une intensification du phénomène migratoire et son corollaire sur la sécurité et, enfin, une gouvernance problématique des ressources minérales en Afrique de l'Ouest.



Dans sa réalisation, le Gorée Institute a associé des acteurs de divers horizons notamment de la société civile pour l'atteinte des objectifs escomptés à savoir la pacification de la sous-région en anéantissant les causes et conséquences de sa déstabilisation par l'entremise d'activités de réflexion, de recherche et d'intervention sur le terrain.

- Le 23 juillet 2019, une journée d'échange et de partage sur les enjeux législatifs, environnementaux et économiques des ressources pétrolières, gazières et minières au Sénégal suivie d'une présentation du dispositif de monitoring de la gouvernance des ressources naturelles a été organisé par Gorée Institute avec la présence des représentants du Gouvernement, de l'Assemblée Nationale, du Conseil Économique Sociale et Environnemental (CESE), de la mairie de Gorée, des membres de la Société civile (OSC, ONG, think-tank, experts du secteur minier, etc.) et du Secteur privé (entreprises extractives, syndicats, etc.).
- Les 20 et 21 novembre 2019, le Gorée Institute en collaboration avec Enda Lead Afrique, le Forum civil, Publiez Ce Que Vous Payez et le Réseau des parlementaires pour la bonne gouvernance des ressources minérales (RGM) a organisé un Forum multi-acteurs de dialogue et de plaidoyer de deux jours sur le thème : « Pour une gestion transparente et inclusive des ressources minérales : Quelles stratégies pour la sécurité et le bien-être des populations ? »
- Un film documentaire sur « le dialogue multi-acteurs sur la bonne gouvernance des ressources minérales au Sénégal » a été produit par le réseau des parlementaires pour la bonne gouvernance des ressources Minérales (RGM) en partenariat avec le Gorée Institute.

- L'Institut d'Études de Paix et de Sécurité (IPSS) et l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) en association avec le Gorée Institute ont tenu, les 9 et 10 Octobre 2019 dans les locaux du Goree Institute, un « Dialogue multipartite régional sur « Migration, Paix et Sécurité : quel rôle pour les organisations de la société civile (OSC) ? » Le Forum a enregistré la participation de représentants d'États membres de l'UA, de la CUA, des CER/MR, d'experts, de la société civile, d'universitaires ainsi que des partenaires au développement. Un document final a été produit et partagé avec la communauté œuvrant dans le domaine de la paix et de la sécurité.

A propos du Programme Gouvernance et Processus politiques (PGPP), l'un des objectifs stratégiques est de promouvoir et faciliter la création de réseaux d'organisations de la société civile, d'organes de gestion des élections et d'institutions régionales et sous régionales pour la facilitation du dialogue politique, mais aussi et surtout la professionnalisation de l'administration, de la gestion et de l'observation électorale en Afrique de l'Ouest. Pour ce faire, les activités suivantes ont été réalisées :

- Dans l'assistance et le savoir électoral, l'Institut avec l'accompagnement financier de la Fondation OSIWA, dans le cadre de l'élection présidentielle 2019 au Sénégal, a mis en œuvre un Programme d'observation et de monitoring électoral. Ainsi, il a contribué à un processus électoral paisible, libre, crédible et inclusif par la mise en place d'un dispositif d'observation et de monitoring du processus électoral efficace et opérationnel.
- Du 27 juin au 03 juillet, l'Institut a réalisé, dans le cadre des élections locales au Togo, une mission d'expertise électorale. Il s'agissait de prendre contact avec les parties prenantes essentielles au processus électoral, d'échanger avec les OSCs et avec les acteurs intervenant dans le processus électoral au Togo et d'observer le jour du scrutin. Enfin, un document d'analyse faisant le point sur le processus des locales et allant également au-delà pour faire une analyse de la situation socio politico institutionnelle au Togo dans la perspective de la présidentielle a été produit.
- Le Gorée Institute a réalisé une recherche portant sur l'«État de la Démocratie et des Droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest ». Cet ouvrage dont les maîtres d'œuvre sont des universitaires et chercheurs spécialistes des sciences sociales a concerné le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Léone et le Togo. Cet ouvrage, publié en 500 exemplaires, sera bientôt disponible en version numérique.
- En 2017, l'Institut Gorée a effectué une recherche sur « Etude de cas sur la gouvernance : la régulation et les corps de contrôle au Sénégal ». Cet ouvrage, en phase de parution, sera publié en 500 exemplaires en vue de sa dissémination.
- Le Réseau Paix et Sécurité des femmes de l'espace CEDEAO, après une quinzaine d'années d'existence, conformément aux impératifs d'actualisation s'imposant à toute organisation, a tenu à organiser un atelier de planification stratégique, regroupant les 15 présidentes de Sections nationales présentes dans les 15 pays de l'espace CEDEAO. La facilitation de cet atelier de planification stratégique fut confiée à l'Institut Gorée.
- L'Institut a été sollicité par le Groupe de travail Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité pour un appui technique en vue d'une participation à la présidentielle 2019 au Sénégal en qualité d'observateurs.
- Dans le cadre de ses collaborations, mais fort de son expérience et de son positionnement dans le domaine Paix et Sécurité, l'Institut Gorée a été convié par le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Stratégie, bras opérationnel du Forum de Dakar sur la Paix et la Sécurité, à prendre part à la Commission scientifique dont le cahier des charges est de préparer toute la documentation définissant le contenu, les principales thématiques, les notes de cadrage y afférent, relativement à la tenue du Forum. Dans ce cadre, l'Institut a pris part aux travaux préparatoires du Forum.

A noter, enfin, qu'à la suite de la réunion annuelle du Conseil d'administration tenue du 12 au 13 septembre 2019, la présidente du Conseil d'administration depuis 2008 en la personne de Ayo Obe a passé la main à l'Ambassadeur Saidou Nourou Ba élu à l'unanimité. Membre dudit Conseil depuis 2013, il succède ainsi à Mme Obe à la tête du Conseil depuis 2011 et membre depuis 1995.

RAPPORT ANNUEL 2019

I

PROGRAMME
CONSOLIDATION DE LA
PAIX ET PRÉVENTION DES
CONFLITS EN AFRIQUE DE
L'OUEST (CPPC)

PROGRAMME CONSOLIDATION DE LA PAIX ET PRÉVENTION DES CONFLITS EN AFRIQUE DE L'OUEST (CPPC)

La mise en œuvre du programme consolidation de la paix et prévention des conflits pour l'année 2019 s'est faite dans un contexte ouest africain marqué par une crise sécuritaire sans précédent combinée dans certaines zones à une mal-gouvernance criante.

La multiplication des attaques terroristes, la prolifération des groupes djihadistes et des activités criminelles notamment transfrontalière avec les trafics de drogues, d'armes, la piraterie, les tensions et exactions, la corruption endémique, les divergences politiques et sociales, la pauvreté et l'exclusion, les millions de déplacés en raison des conflits et l'imbrication de ces phénomènes les uns aux autres minent la stabilité de la sous-région et compromettent les perspectives de développement.

Le secteur de la gouvernance des ressources semble polariser certains de ces phénomènes sécuritaires et de gouvernance. L'expérience de la détention de ressources ou son exploitation a montré que celles-ci peuvent être un risque de stabilité et de paix pour un pays relative aux tensions et conflits qui en résultent. Ces derniers sont souvent liés entre autres à la corruption, ou l'accaparement des ressources ou encore aux externalités négatives de l'exploitation.

Une autre question liée à la situation migratoire et la libre circulation des personnes en Afrique a intéressé l'Institut notamment le lien entre migration et sécurité. Trois dimensions peuvent être dégagées dans ce cadre: les questions d'insécurité qui peuvent pousser une personne à migrer, les risques sécuritaires auxquels le migrant peut être confronté et la dernière, souvent contestée, le migrant comme source d'insécurité ou perçu comme une menace pour la sécurité nationale des pays de destination. La diversité des implications explique l'intérêt de l'institut afin de favoriser notamment la mise en place de politiques qui tout en veillant à assurer l'intégrité territoriale des pays d'accueil assure également la libre circulation et garantie la sécurité et le respect des droits des migrants.

Pour atteindre ces objectifs, l'implication et la participation de tous les acteurs plus particulièrement la société civile est plus que nécessaire. C'est la raison pour laquelle l'Institut, à travers la réflexion, la recherche et la facilitation a déroulé ses activités en veillant à favoriser l'accès à l'information, à créer des cadres multi-acteurs de dialogue, de concertation, de réflexion mais aussi de synergie d'actions, le tout en contribuant au renforcement des capacités des acteurs.

1. Résultats programmatiques atteints

En 2019, les résultats suivants ont été atteints dans le cadre de ce programme :

- Renforcement du cadre multi-acteurs de réflexion, de dialogue et de concertation entre parties prenantes nationales sur la gouvernance des ressources minérales au Sénégal ;
- Développement d'une grille d'indicateurs pour le monitoring de la perception des impacts de l'exploitation des ressources minérales ;
- Production et dissémination d'un document de monitoring de la perception des citoyens sur les impacts de l'exploitation des ressources minérales au Sénégal ;
- Développement d'une plateforme technologique sur la gouvernance des ressources minérales ;
- Production de divers documents et de reportage sur la gouvernance des ressources minérales ;

- Formulation et dissémination de recommandations concernant le rôle des organisations de la société civile (OSC) en matière de Migration, Paix et Sécurité en partenariat avec l'Institut d'Études de Paix et de Sécurité (IPSS).

2. Rappel des objectifs du programme

Globalement, ce programme a pour objectif de contribuer à éliminer les multiples causes et conséquences des conflits en Afrique de l'Ouest, par la planification et la mise en œuvre de différentes activités de réflexion, de recherche et d'intervention sur le terrain.

Plus spécifiquement, le programme vise les objectifs suivants :

- Contribuer aux efforts internationaux, sous régionaux et nationaux en faveur de la prévention et la lutte contre la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme en Afrique de l'Ouest ;
- Contribuer à une plus grande participation des jeunes et des femmes à la consolidation de la paix et la prévention des conflits violents aux niveaux national et communautaire ;
- Contribuer à promouvoir la bonne gouvernance, l'équité et la justice dans le secteur des ressources naturelles en vue de prévenir des conflits liés à ces ressources.

3. Théorie du changement

Si nous renforçons les capacités des acteurs de la société civile à participer pleinement aux initiatives de paix; Si nous les aidons à mieux s'organiser et à travailler en synergie avec les institutions nationales et tous les autres acteurs de développement ; ET Si nous contribuons à rendre les mécanismes de gouvernance des ressources naturelles plus inclusifs, transparents et redevables ; ALORS nous contribuerons à la prévention des conflits violents et à la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest.

4. Domaines d'actions prioritaires et stratégie opérationnelle

Domaines d'actions prioritaires

- Médias et Prévention des conflits ;
- Prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent ;
- Leadership des Jeunes et des Femmes dans la Prévention des Conflits ;
- Transparence et Responsabilité dans la gouvernance des ressources naturelles ;
- Migrations et insécurité ;
- Prévention des conflits intercommunautaires.

Dans la poursuite des objectifs spécifiques ci-dessus mentionnés, des projets et activités ont été réalisés dans deux (02) de ces domaines d'action prioritaires suivants :

- Transparence et responsabilité dans la gouvernance des ressources minérales
- Migration et insécurité

Stratégie opérationnelle

Sur le plan opérationnel, deux approches ont été privilégiées dans le cadre de ce programme : une approche sous régionale et une approche nationale.

- Au niveau sous régional, un accent particulier est mis sur le renforcement des capacités, le

partage d'expériences et la mise en réseau des acteurs clés de la société civile, notamment dans les neuf (09) pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Les jeunes et les femmes représentent à la fois les groupes cibles prioritaires et les bénéficiaires privilégiés de ce volet du programme.

- Au niveau national, le programme accorde une importance particulière à la création de plateformes d'échange et de dialogue entre parties prenantes sur les défis majeurs relatifs à la construction de la paix, la sécurité humaine et la cohésion sociale. Ce volet permet d'assurer une pérennité et un impact des actions du Gorée Institute sur le terrain, puisqu'il contribue à développer des synergies entre les différentes organisations qui travaillent sur les mêmes questions.





PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES EN AFRIQUE DE L'OUEST

Transparence et responsabilité dans la gouvernance des ressources minérales

« Soutenir les communautés locales, la société civile et les membres du Parlement en leur fournissant les informations et les ressources nécessaires afin que les ressources minérales et pétrolières profitent au pays et à la population du Sénégal »

Rappel du contexte du projet

Ce projet a été mis en place avec l'appui financier de la Fondation Ford pour « favoriser le partage juste et équitable des avantages tirés des ressources minérales et pétrolières au Sénégal, grâce à des recherches, des formations, des forums et une plateforme en ligne pour informer les communautés locales, les organisations non gouvernementales et les membres du parlement ». Le Sénégal est en passe de devenir un pays producteur de pétrole et de gaz. En effet si le début de l'exploitation de ces ressources peut être situé dans les années 1950 c'est seulement à partir de l'année 2014 que des réserves de classe mondiale ont été découvertes. Depuis 2014, quatre (04) découvertes de champs pétroliers ont été faites dans le bloc Sangomar profond. La découverte SNE-1 a été entièrement évaluée avec des réserves entre 346 et 998 millions de barils pétrole. Le champ gazier Grand Tortue/Ahmeyim, à cheval sur la frontière sénégal-mauritanienne est considéré comme le plus important gisement en Afrique de l'Ouest avec des réserves estimées à 450 milliards de m³. **Selon le Directeur général de la Société de pétrole du Sénégal (PETROSEN), Mamadou Faye, l'exploitation des deux gisements SNE et Grand tortue va apporter des revenus totaux de plus de 150 milliards de dollar US soit plus de 84.000 milliards de Francs CFA.**

L'expérience internationale a cependant montré que de la détention de telles ressources par un pays peut constituer une opportunité de développement mais également un risque pour la paix et la stabilité du pays. La majorité des pays africains riches en ressources naturelles sont encore sous l'emprise de ce phénomène du « paradoxe de l'abondance » ou de la « malédiction des ressources », décrit par Terry Lynn Karl dans un de ses ouvrages paru il y a 20 ans. En effet, les études de cas les plus récentes ont montré qu'il existe toujours une forte corrélation entre l'exploitation des ressources minières et la pauvreté, la corruption, les défis socio-économiques et environnementaux, les inégalités et l'instabilité politique. C'est pour cette raison que la gouvernance des ressources pétrolières et gazières apparaît cruciale et doit être inscrite dans l'ordre des priorités de développement durable.

Rappel des objectifs du projet

Le présent projet vise globalement à contribuer à réaliser un partage équitable des avantages pour les populations locales touchées par l'exploitation des ressources minérales et d'augmenter les revenus de l'État.

De manière plus spécifique le projet vise à :

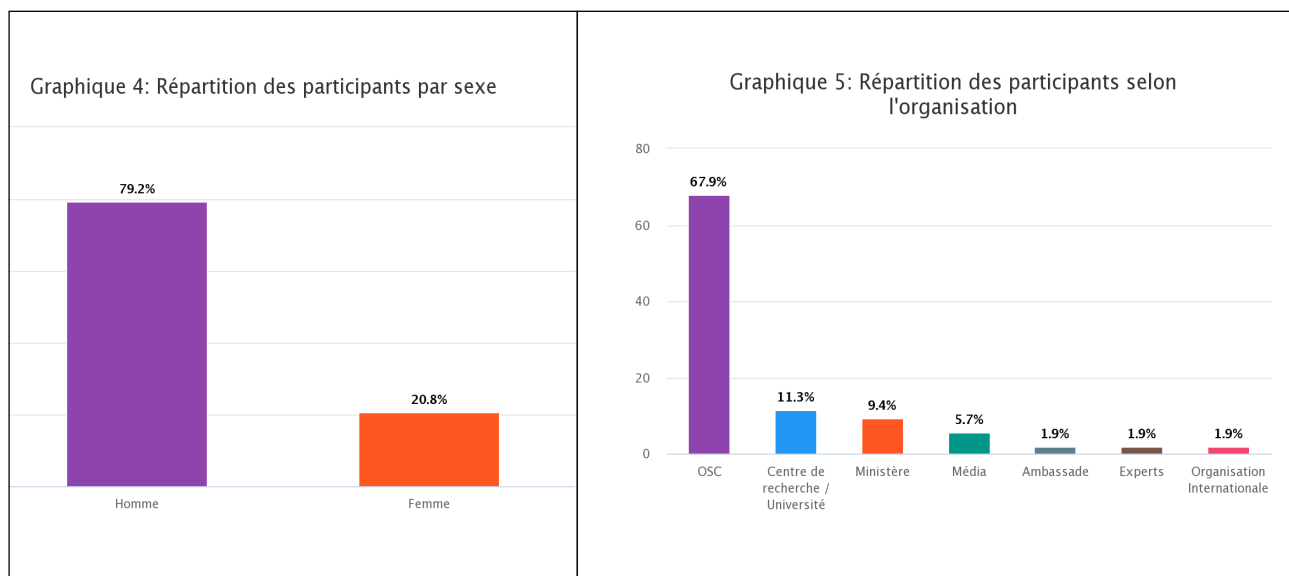
- Mettre en place un cadre de consultation ouvert et une plate-forme numérique a été créée et mise en ligne pour échanger des informations sur les questions liées à la gouvernance des ressources minérales au Sénégal ;
- Renforcer les capacités des parlementaires sénégalais sur les questions liées à la justice fiscale,

à la transparence et à la responsabilité, afin qu'ils soient plus autonomes et capables de mener des actions de plaidoyer efficaces pour une gouvernance transparente, inclusive et responsable corps ;

- Mettre en place un forum national multipartite annuel pour fournir un cadre de plaidoyer pour la gestion des besoins de la communauté et la prévention des conflits au niveau local.

ATELIER MULTI-ACTEURS D'ÉCHANGE ET DE PARTAGE SUR LES ENJEUX ET DÉFIS LÉGISLATIFS, ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX LIÉS AUX RESSOURCES PÉTROLIÈRES, GAZIÈRES ET MINIÈRES AU SÉNÉGAL

Le 23 juillet 2019 s'est tenue, à Gorée Institute, une journée d'échange et de partage sur les enjeux législatifs, environnementaux et économiques des ressources pétrolières, gazières et minières au Sénégal suivie d'une présentation du dispositif de monitoring de la gouvernance des ressources naturelles, ([voir le reportage vidéo](#)). Cette rencontre a enregistré la présence des représentants du Gouvernement, de l'Assemblée Nationale, du Conseil Économique Sociale et Environnemental (CESE), de la mairie de Gorée, des membres de la Société civile (OSC, ONG, think-tank, experts du secteur minier, etc.), du Secteur privé (entreprises extractives, syndicats, etc.). L'objectif de cette rencontre était d'échanger sur les enjeux et les défis législatifs, économiques et environnementaux du secteur extractif et de présenter le nouveau dispositif de monitoring de gouvernance des ressources minérales.



Résultats et recommandations

La gouvernance des ressources naturelles pose un certain nombre d'enjeux et de défis à résoudre pour une gouvernance saine, transparente et dans laquelle toutes les parties peuvent trouver leurs bénéfices de manière équitable. L'atelier a permis d'identifier les principaux enjeux et défis législatifs, économiques et environnementaux liés à l'exploitation des ressources minières, gazières et pétrolières ainsi que les pistes d'action pour devant répondre aux enjeux, ([voir ICI](#)).

Piste d'action sur le plan législatif

- Associer au contrôle « de jure », attribué à l'État dans le Code pétrolier, un contrôle de « de facto »;
- Permettre l'État à travers la société pétrolière nationale (SPN) de postes de DGA et/ou de PCA dans les sociétés d'exploitation attributaires des titres ;
- Revoir les modalités de calcul du facteur R dans la répartition des ressources ;
- Mieux encadrer les modalités d'attribution des titres et contrats en prévoyant des clauses d'exclusion relatives notamment à la non domiciliation des entreprises ou sociétés pétrolières à un paradis fiscal ou à leurs capacités techniques et financières ;
- Renforcer le pouvoir de contrôle du ministre de tutelle en réhabilitant la cosignataire pour les contrats extractifs ;
- Adapter le Code environnemental ainsi que les autres Codes dans la perspective de l'exploitation des ressources ;
- Prendre les dispositions nécessaires pour mieux outiller les entreprises locales dans la perspective du contenu local notamment avec un meilleur encadrement du cadre de transfert technologique en spécifiant des modalités plus précises ;
- Renforcer la prise en charge du contenu local dans le Code : Comité national de suivi du contenu local ;
- Prévoir un compte fiduciaire comme pour le Code minier ;
- Favoriser le positionnement de la société civile au niveau du Comité national de suivi du contenu local destiné à mettre en place le plan de développement local ;
- Réglementer les dépenses sociales et les investissements des entreprises ;
- Élaborer un texte législatif particulier sur les modalités de transfert technologique ;
- Élaborer un texte législatif spécifique sur les modalités de formation du capital humain ;
- Élaborer un texte législatif précis qui définit le contenu, le format et les modalités du contenu local ;
- Élaborer une loi fixant les modalités d'utilisation des dépenses et investissements sociaux de l'entreprise dans le cadre du contenu local ;
- Réglementer la création d'emploi dans la recherche, l'exploitation, le transport et la transformation de manière plus détaillée ;
- Réorganiser le contenu local minier et garantir une création d'emploi et de main d'œuvre ;
- Mettre en place des mesures de suivi de l'attribution des fonds d'appui et de péréquation destinés aux collectivités locales ainsi que le fond de développement local ;
- Revoir le calcul du facteur R notamment sur le partage de la production ;
- Modifier le règlement intérieur de l'Assemblée nationale avec la création d'une commission spécifique pétrole et gaz ;
- Renforcer les institutions de lutte contre la corruption et la concussion ;
- Réduire les pouvoirs discrétionnaires des autorités gouvernementales en matière d'attribution des titres ;
- Impliquer la représentation nationale dans la validation des contrats d'exploration et d'exploitations des ressources naturelles.

Piste d'action sur le plan environnemental

- Adopter des mesures de précaution dans l'installation des plateformes ;
- Adapter la législation environnementale ;
- Réformer les Codes de l'environnement et de l'eau ;
- Sensibiliser les populations sur la RSE ;
- Réglementer la RSE ;
- Favoriser le respect des pratiques judicieuses dans le cadre de l'installation des plateformes environnementales ;
- Mettre en place des sauvegardes environnementales et sociales en vue d'encadrer les opérations d'exploration et d'exploitation ;
- Intégrer les dynamiques naturelles et les services des écosystèmes dans la conception des unités d'exploitation offshore ;
- Orienter les financements du développement en zones côtières vers les solutions innovantes pour l'épanouissement économique des populations ;
- Offrir des formations dans les domaines et métiers dédiés au secteur du gaz et du pétrole ;
- Réorienter la recherche scientifique et l'innovation technologique ;
- Concilier le développement industriel, la protection des ressources naturelles et l'environnement ;
- Optimiser l'apport des ressources naturelles, en particulier pétrolières et gazières, à l'économie nationale ;
- Relever le niveau de vie des populations ;
- Déterminer des modalités pratiques pour une gestion durable des ressources naturelles et une amélioration de leur gouvernance ;
- Encourager le financement de l'élaboration d'outils adéquats pour la gestion durable de l'océan comme la planification spatiale marine et des rapports réguliers sur l'état de l'environnement marin et côtier ;
- Instaurer un fond de sauvegarde de l'environnement qui sera approvisionné par le prélèvement d'un pourcentage des revenus pétroliers et gaziers.

Piste d'action sur le plan économique

- Constitution d'une stratégie de développement en prenant en considération l'exploitation future du pétrole et du gaz ou adapter le PSE en y intégrant la dimension d'exploitation du pétrole ;
- Maîtrise des prix de transfert pour éviter la surfacturation des entreprises d'exploitation ;
- Maîtrise des Traités fiscaux internationaux ou conventions fiscales ;
- Limitation des déductions des dépenses d'intérêt ;
- Taxation des plus-values sur les transactions d'actifs (dernière LFR) ;
- Assurance de la séparation des fonctions fiscales (assiette, liquidation et recouvrement) des fonctions de régulation et évitement des conflits d'intérêts de même que la clarification du rôle de PETROSEN ;

- Transparence des contrats et publication des propriétaires réels (registre des propriétaires effectifs) ;
- Intégration dans le processus de l'ITIE de la transparence des contrats et de la propriété réelle conformément aux nouvelles normes internationales ;
- Institutionnalisation de la publication des contrats pétroliers et gaziers ainsi que les appels d'offres dans le Code ;
- Élargissement du processus de négociation des contrats pétroliers et gaziers à d'autres sphères décisionnelles comme le ministère de l'Économie et des Finances et surtout l'Assemblée nationale ;
- Encadrement des clauses de confidentialité et de stabilité du nouveau Code pétrolier ;
- Rationalisation et mieux ciblage des exonérations et incitations fiscales par l'adoption d'un mécanisme d'identification des sous-traitants ainsi que d'une liste minière ou pétrolière.

MONITORING DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINIÈRES AU SÉNÉGAL

Le Gorée Institute pour aider à l'amélioration de la gouvernance des ressources minières, gazières et pétrolières par une meilleure connaissance des impacts socioéconomiques et environnementaux liées aux activités extractives au Sénégal et ainsi de contribuer à accroître les revenus de l'État et de maximiser les retombées positives pour les populations touchées a décidé de faire le monitoring des ressources minières pour trois catégories de ressources l'or, le phosphate et le zircon dans trois régions Kédougou, Matam et Thiès. Ainsi 12 moniteurs ont bénéficié d'une formation de Gorée Institute, le 22 juillet 2019 en prélude de l'atelier multi-acteurs d'échange et de partages du 23 juillet auquel ils ont également participé.

A la suite de la formation, le travail de terrain a été entamé sur une période d'un mois du 28 juillet au 27 août 2019 dans les localités de Darou Khoudoss, Mboro, Taiba Ndiaye, Méouane et Diogo dans la région de Thiès ; Ndendory et Hamady Ounaré dans la région de Matam et les communes comme Khossanto, Sabadola et Mako dans la région de Kédougou. Dans chaque localité concernée par cette étude, les cibles interviewées étaient constituées des autorités locales (élus locaux et chefs de village), des autorités religieuses ou coutumières, des autorités administratives (préfets, Sous-préfets), des membres d'associations de jeunes et de femmes, des membres d'associations et organisations de la société civile intervenant dans les industries extractives, des responsables des sociétés minières notamment celles en charge de la RSE, des transporteurs et des citoyens.

Le rapport de l'étude issu du monitoring sur la perception des citoyens sur l'exploitation et la gestion des ressources minérales dans les régions de Thiès, Matam et Kédougou a été édité, publié sur les sites de Gorée Institut et partagé avec l'ensemble des acteurs notamment lors du Forum multi-acteurs organisé par l'Institut le 20 et 21 novembre sur le thème « Pour une gestion transparente et inclusive des ressources minérales : Quelles stratégies pour la sécurité et le bien-être des populations ? ». L'étude relève globalement un déséquilibre entre les retombées positives escomptées par les populations vivant dans les zones d'exploitation et les inconvénients qui lui sont associés et ceci que ce soit en matière d'emplois, d'opportunités commerciales, de développement d'infrastructures sanitaires, scolaires, ou routières alors que l'on constate une dégradation de l'environnement. En somme les



mutations attendues à la suite de l'adoption du nouveau Code minier de 2016 tardent à se concrétiser et l'étude contribuera à conscientiser sur le phénomène.

Le rapport est téléchargeable via le lien suivant : <http://bit.ly/rmgrn>

CONCEPTION ET MISE EN LIGNE D'UNE PLATEFORME TECHNOLOGIQUE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATIONS (<http://gorenaa.org/>)

La plateforme technologique a été développée pour servir d'interface pour les citoyens, les journalistes, les entreprises, les investisseurs, les universitaires et les décideurs politiques pour s'informer et analyser les politiques et pratiques auxquelles les différentes parties prenantes ont recours pour régir le secteur minier. Les organisations de la société civile, les citoyens et les médias pourront utiliser les ressources de la base de données dans leur plaidoyer et contribuer ainsi à améliorer la gouvernance des ressources naturelles dans l'intérêt des citoyens.

La maquette de la plateforme a été partagée lors de l'atelier de partage du 23 juillet afin au-delà d'améliorer son format et son contenu, d'acquiescer l'adhésion de toutes les parties prenantes dans la gouvernance des ressources et d'en faire une synergie commune plus particulièrement avec les organisations de la société civile. Elle a été lancée aux acteurs lors du Forum multi-acteurs organisée par l'Institut le 20 et 21 novembre.

La plateforme est structurée d'une manière dont l'utilisateur pourra y trouver

- Une base de données destinée à faciliter l'accès à l'information et à des données fiables relatives à la gouvernance du secteur des ressources minières et pétrolières comprenant les productions du projet mais toute une documentation sur la réglementation dans le domaine, les contrats, des informations scientifique et technique (cf. études, rapports et publications, articles de presse, policy brief etc ...);
- Une rubrique avec la carte du Sénégal représentant les zones dans lesquelles il est relevé l'existence de ressources en précisant le type de ressource et quelques données relatives à celle-ci.
- Une cartographie des acteurs intervenant dans le domaine (Institutions, Entreprises publiques, secteur privé, partenaires techniques et financiers, société civile et ONG);
- Un lexique afférent aux termes relatifs au secteur extractif.

FORUM NATIONAL SUR LE THÈME « POUR UNE GESTION TRANSPARENTE ET INCLUSIVE DES RESSOURCES MINÉRALES : QUELLES STRATÉGIES POUR LA SÉCURITÉ ET LE BIEN-ÊTRE DES POPULATIONS ? »

Le Gorée Institute en partenariat avec Enda Lead Afrique, le Forum civil, Publiez Ce Que Vous Payez et le Réseau des parlementaires pour la bonne gouvernance des ressources minérales (RGM) a organisé les 20 et 21 novembre, un Forum multi-acteurs de dialogue et de plaidoyer de deux jours sur le thème : « Pour une gestion transparente et inclusive des ressources minérales : Quelles stratégies pour la sécurité et le bien-être des populations ? »([Voir le reportage vidéo ici](#)).

La problématique de la gouvernance des ressources naturelles se pose aujourd'hui avec plus d'acuité en raison notamment des cinq gisements majeurs contenant des réserves estimées à 450 millions ou 500 millions de barils de pétrole. Autant ces découvertes ouvrent de nouvelles perspectives à

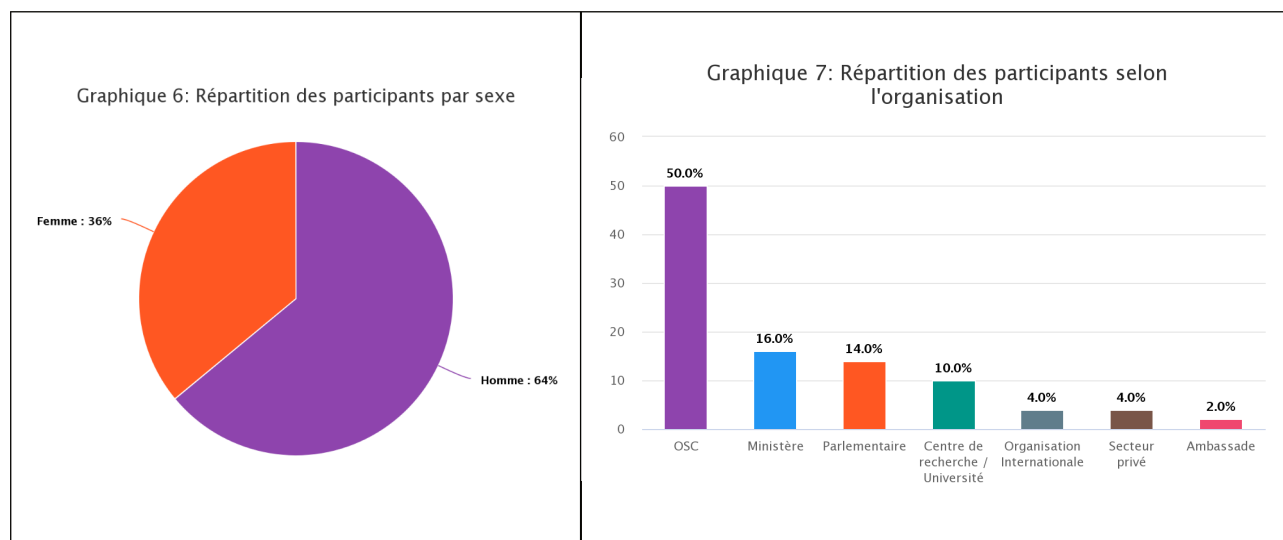
l'économie du Sénégal, autant il est légitime de s'interroger sur la manière dont les ressources naturelles pourraient engendrer une croissance économique au profit de toutes les populations, y compris les femmes et les jeunes.

Se pose ainsi entre autres questions le partage juste et équitable des revenus tirés des ressources minérales au Sénégal, la transparence et la recevabilité dans la gouvernance du secteur extractif de façon générale.

Il s'agit, conformément à la Vision Minière pour l'Afrique (VMA), de favoriser une exploitation équitable et optimale des ressources en vue d'une large croissance durable et d'un développement socio-économique. Cette vision est matérialisée au niveau national à travers l'Article 25-1 de la Constitution du Sénégal qui dispose que les ressources naturelles appartiennent au peuple, qu'elles sont utilisées pour l'amélioration de ses conditions de vie et que l'exploitation et la gestion des ressources naturelles doivent se faire dans la transparence et de façon à générer une croissance économique, à promouvoir le bien-être de la population en général et à être écologiquement durables.

Cependant cette vision, aussi bien continentale que nationale, fait face à un certain nombre de défis multiples et variés dont notamment la transparence dans le processus d'attribution des titres d'exploitation, l'équité dans le partage des revenus, les impacts sociaux et environnementaux, le respect des droits humains, la gestion des enjeux sécuritaires, entre autres.

Ainsi, pour assurer la sécurité et le bien-être des populations, un certain nombre de préalables devront être pris en charge et ceux-ci supposent l'implication de toutes les parties prenantes à savoir l'État, la société civile, le secteur privé, les Universités et centres de formation et de recherche, les entreprises d'exploitation nationales et étrangères, les citoyens, etc.



Avec plus d'une cinquantaine de participants, ce forum visait à réfléchir sur les stratégies et actions pour une exploitation responsable et transparente au profit des populations et à avoir un regard croisé entre gouvernants, société civile, secteur privé, parlementaires etc. Plus spécifiquement il s'agissait d'évaluer les politiques mises en place dans ce domaine, de discuter du rôle que pourraient jouer les parties prenantes et les citoyens dans le domaine, des voies et moyens pour atténuer les impacts négatifs de l'exploitation mais aussi de maximiser les impacts positifs. ([Télécharger le document de synthèse ici](#)).

Résultats et recommandations

Vision nationale sur le pétrole et le gaz : la question de l'inclusion et de la participation

- Favoriser la concertation et l'inclusion avec notamment une politique déclinée en tenant compte de la contribution des acteurs concernés et asseoir les conditions idoines à cet effet ;
- Palier au déficit de communication, source d'incompréhension et de défiance et qui ne permet pas de relever les réalisations de l'État du Sénégal avec l'exemple de la subvention payée par l'État du Sénégal à la SENELEC à hauteur de 145 milliards pour faciliter l'accès à l'électricité ;
- Mettre en place une stratégie de communication visant également à prévenir les tensions, mais aussi les menaces qui affectent la sous-région ;
- Garantir la transparence à tous les niveaux de la gestion des ressources minérales.

Optimisation des revenus de l'État dans le secteur extractif : État des lieux, enjeux et défis

- Pour ce qui est du contenu local dans le domaine des hydrocarbures, il faut s'inspirer du Nigeria en termes de création d'emplois et de chaîne de valeurs ;
- Aider les PME à s'organiser pour qu'elles bénéficient des opportunités d'affaires ;
- Penser aux priorités nationales pour le développement ;
- Renforcer le secteur privé national ;
- Renforcer les capacités du personnel sénégalais pour qu'ils puissent connaître le nombre de baril de pétrole et le poids des substances minérales que les sociétés exploitent ;
- Revoir la position des clubs des investisseurs qui exigent 20 ans d'expérience aux cabinets, privilégier la compétence pour permettre aux cabinets du Sénégal de bénéficier des revenus de ce secteur ;
- Faire la promotion des jeunes talents pour remplacer les expatriés dans les secteurs des hydrocarbures ;
- Élaborer un plan de contenu local annuel ;
- Obliger les entreprises pétrolières à dresser un bilan et perspective relative au contenu local ;
- Rationaliser les exonérations fiscales dans le projet GTA ;
- Aligner la convention GTA avec les dispositions de la nouvelle loi pétrolière de 2019 ;
- Donner la possibilité aux entreprises privées de participer à l'actionnariat.

Le Parlement dans la gouvernance des ressources minérales

- Renforcer les capacités des parlementaires, mieux les outiller et pallier ainsi aux votes « mécaniques » ;
- Revoir les critères de sélection des députés ;
- Donner la bonne information et encourager certaines bonnes pratiques ;
- Mettre à la disposition des parlementaires des personnes ressources, experts dans le domaine et de manière générale sur les politiques publiques ;
- Harmoniser la législation et les mécanismes au niveau régional avec la prise en compte des bonnes pratiques ;
- Assurer la relève avec la formation de jeunes pour les futures législatures ;

- Créer des réseaux de ramification communautaire pour le réseau parlementaire pour la bonne gouvernance des ressources minérales ;
- Prendre conscience des implications de la majorité présidentielle et trouver des voix d'atténuation comme en France avec les débats préalables.

Contrôle de la corruption dans la gouvernance des ressources minérales.

- Mettre à la disposition des acteurs des outils de contrôle pour garantir la transparence, palier à la corruption dans la justice en réformant la gestion de la carrière des magistrats ;
- La nécessité pour le gouvernement de réformer le cadre administratif notamment l'OFNAC, l'IGIE, etc.
- Implication des OSC dans l'adoption des lois à l'instar de la prise en compte de certains de leurs propositions lors de l'élaboration du nouveau Code minier ;
- Outiller les parlementaires pour une meilleure maîtrise des outils de contrôle et d'évaluation des revenus miniers et pétroliers et favoriser des cadres d'échanges entre la société civile et les parlementaires ;
- Créer une véritable chaîne de décision allant des collectivités territoriales jusqu'au président de la République ;
- Réformer la législation et les contrats en commençant par la renégociation des contrats miniers déjà octroyés comme celui des ICS ;
- Mettre en place, au-delà des licences octroyées par l'État, une licence sociale pour permettre aux populations de donner leurs avis, leur consentement ;
- La société civile, au lieu de promouvoir la co-supervision du secteur avec l'État, devrait plutôt privilégier les actions d'alerte et de contestation. Elle doit susciter aussi le contentieux africain en saisissant la Cour africaine des droits de l'Homme ;
- Garantir l'accès à l'information, la liberté d'expression et de manifestation.

Protection des droits des communautés riveraines des sites extractifs : stratégies de réparation et prévention des conflits

- Mettre en place un cadre de référence qui puisse mettre en pratique des règles pour l'État et les entreprises avec la participation efficace des parties prenantes ;
- Harmoniser les plans RSE pour avoir plus d'impact positif et aider à l'acceptabilité des projets sociaux ;
- Réviser la loi relative à l'indemnisation qui date de 1976 ;
- Mise en place d'une fiscalité environnementale (fiscalité verte) pour réparer et non sanctionner simplement ;
- Adopter une convention locale ;
- Apporter une solution à la divergence des intérêts entre l'État et les collectivités ;
- Inciter la société civile à jouer le rôle dans la capacitation des collectivités ;
- Impliquer les femmes dans les processus car elles n'ont plus d'activités génératrices de revenus et leurs filles obligées de s'occuper des enfants sont exposées à la déperdition scolaire ;
- La nécessité pour l'État d'avoir une stratégie pour que l'exploitation minière puisse participer au désenclavement des zones.

COLLABORATION AVEC LE RÉSEAU DES PARLEMENTAIRES POUR LA BONNE GOUVERNANCE DES RESSOURCES MINÉRALES (RGM) DU SÉNÉGAL.

L'Institut Gorée en raison du rôle important que le Parlement pourrait jouer afin d'assurer un partage juste et équitable des ressources minérales collabore depuis le début du projet avec le Réseau des parlementaires pour la bonne gouvernance des ressources Minérales (RGM). Cette collaboration vise à renforcer les capacités des parlementaires sénégalais sur les questions liées à la justice fiscale, à la transparence et à la responsabilité, afin qu'ils soient plus autonomes et capables de mener des actions de plaidoyer efficaces pour une gouvernance transparente, inclusive et responsable. Pour l'année 2019 au-delà des réalisations précédentes, la collaboration a permis la réalisation d'un certain nombre d'activités.

VISITE DE TERRAIN DU RÉSEAU DES PARLEMENTAIRES POUR LA BONNE GOUVERNANCE DES RESSOURCES MINÉRALES (RGM) À KÉDOUGOU ET MATAM

Du 21 au 25 juillet 2019 le Réseau des parlementaires pour la bonne gouvernance des ressources Minérales (RGM) dans le cadre de sa collaboration avec Gorée Institute et avec quelques acteurs de la société civile ont fait une visite de terrain à Kédougou et à Matam pour l'évaluation de la mise en œuvre du nouveau Code minier respectivement à Sabadola Gold Corporation et à SOMIVA. Cette visite a été l'occasion pour les participants au-delà de s'imprégner de l'évolution de la mise en œuvre du code de s'enquérir des préoccupations des populations. La visite a permis à travers les différents entretiens avec les autorités locales, les dirigeants des compagnies ainsi l'organisation de forums avec les populations impactés de relever un certain nombre de recommandations qui ont été partagées par la suite aux parlementaires lors d'un atelier ainsi que le rapport de la visite a également été partagé avec les acteurs.

VISITE DE TERRAIN DU RÉSEAU DES PARLEMENTAIRES POUR LA BONNE GOUVERNANCE DES RESSOURCES MINÉRALES (RGM)

Six honorables députés du Réseau des parlementaires pour la bonne gouvernance des ressources Minérales (RGM) et une personne du Gorée Institute ont effectué, du 20 au 24 octobre 2019, une mission à Bamako pour visiter et échanger avec leurs homologues de la commission des Mines de l'Assemblée nationale du Mali et les autres parties prenantes dans l'exploitation des ressources minérales au Mali.

Avec une visite du site d'orpaillage du village de Kokoyo, des rencontres avec la commission des mines de l'Assemblée Nationale du Mali, la chambre des mines du Mali (CMM) et l'Institut de Recherche et de Promotion des Alternatives en Développement (IRPAD-Afrique), ils ont participé à renforcer le dialogue entre les parlementaires de la sous-région et d'impulser une nouvelle dynamique à la Vision Minière Africaine, dynamiser le réseau local de parlementaires pour la bonne gouvernance des ressources minérales et ont pu échanger sur les bonnes pratiques en matière de gouvernance des ressources minérales et la prévention des conflits.

PRODUCTION D'UN FILM DOCUMENTAIRE

Le réseau des parlementaires pour la bonne gouvernance des ressources Minérales (RGM) toujours dans le cadre du partenariat avec l'institut a produit un film documentaire sur « le dialogue multi-acteurs sur la bonne gouvernance des ressources minérales au Sénégal ». Celui-ci au-delà de revenir sur l'historique de l'exploitation des ressources et la mise en place du réseau qui s'étend sur 13 pays de l'Afrique de l'Ouest porte sur la question du rôle des parlementaires dans la gouvernance des ressources naturelles, film à regarder ici <https://bit.ly/GiFilm>.

DIALOGUE MULTIPARTITE RÉGIONAL : MIGRATION, PAIX ET SÉCURITÉ : QUEL RÔLE POUR LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ?

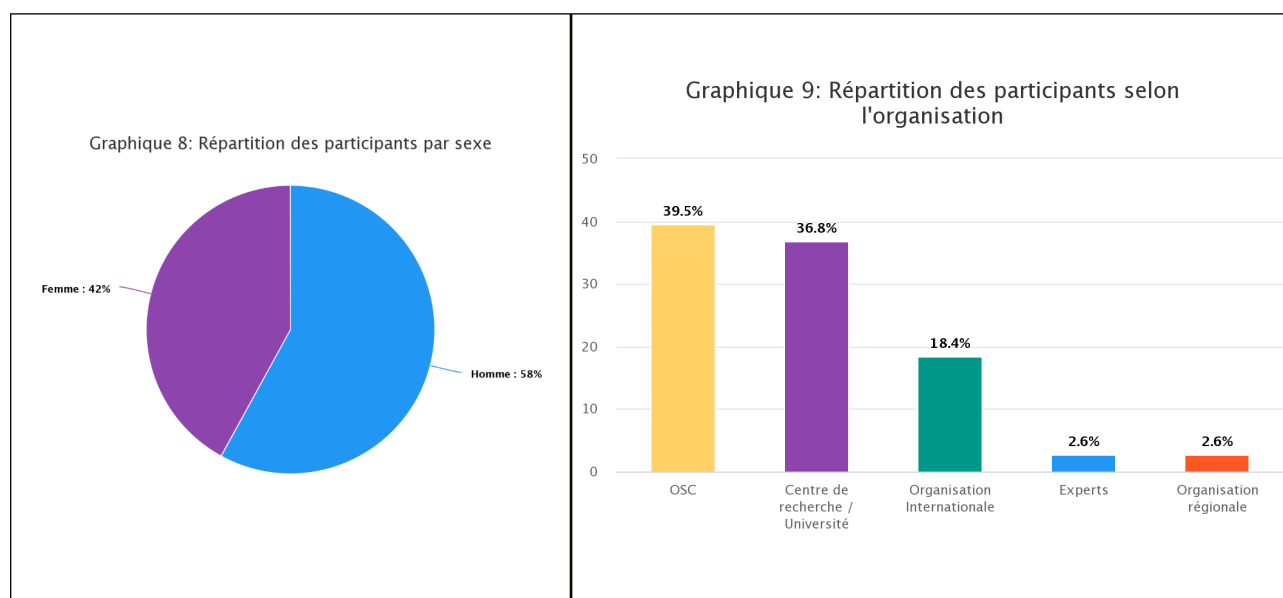
Un « Dialogue multipartite régional sur « Migration, Paix et Sécurité : quel rôle pour les organisations de la société civile (OSC) ? » a été coorganisé par l'Institut d'Études de Paix et de Sécurité (IPSS), l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) et l'Institut de Gorée les 9 et 10 Octobre à Dakar (Sénégal), plus précisément sur l'île de Gorée dans les locaux du Gorée Institute. (Reportage du Forum à regarder ici <https://bit.ly/GiTana>).

Avec la participation de représentants d'États membres de l'UA, de la CUA, des CER/MR, d'experts, de la société civile, d'universitaires ainsi que des partenaires au développement, ce « Post-TANA 2019 » avait pour objectif général d'« analyser les migrations et la libre circulation des personnes au niveau de l'intégration régionale, d'aborder les avantages et les inconvénients du discours actuel à ce sujet, ainsi que d'apporter des recommandations pratiques applicables à l'UA, aux États membres, aux CER / MR et aux autres parties prenantes travaillant sur le sujet et sur des domaines connexes ».

Les objectifs spécifiques consistaient à :

- Évaluer la situation des migrations et des déplacements en Afrique et les défis à relever ;
- Discuter des approches stratégiques protégeant les droits humains des migrants et les réfugiés et leurs droits fondamentaux dans les pays de destination, de transit, d'origine, et cultiver un environnement permettant aux pays et aux communautés de bénéficier de la migration grâce à des lois applicables au niveau local ;
- Identifier le rôle critique des OSC sur le sujet.

Un document final (Outcomes report) du Forum a été produit et partagé avec la communauté œuvrant dans le domaine de la paix et de la sécurité. ([Outcomes report à télécharger ici](#))



Quelques recommandations

Situation actuelle des migrations et des déplacements en Afrique

- Faire une typologie des migrants en Afrique ;
- Favoriser des projets de sensibilisation et d'emploi des jeunes ;
- Développer l'intégration africaine et assurer une souveraineté sur les ressources naturelles ;
- Développer une responsabilité collective et les potentialités économiques des OSC.

Approches stratégiques de gouvernance en matière de migration, de réfugiés et de déplacements

- Renforcer le dialogue entre la société civile et les gouvernements ;
- Exiger des pays d'accueil le respect des droits des migrants africains, notamment par le développement d'une certaine réciprocité dans la délivrance des visas ;
- Œuvrer à la bonne gouvernance et à la transparence dans la gestion des deniers publics ;
- Assurer la collecte de données statistiques propres aux États africains sur la migration ;
- Développer une performance dans la création d'emploi ;
- Développer des stratégies nationales en matière de gestion de la migration.

Migration et libre circulation des personnes dans le nexus paix et sécurité : quel rôle pour les OSC ?

- Encourager la volonté des États africains de veiller à la mise en œuvre effective de l'Accord sur la ZLECA ;
- Œuvrer à la mise en œuvre effective du passeport africain et à la généralisation de la Carte d'identité CEDEAO ;
- Veiller à l'enregistrement et l'identification des voyageurs sur le continent africain.

Migration, paix et sécurité ; quel rôle pour les OSC ?

- Renforcer les capacités des OSC et des médias ;
- Sensibiliser sur les méfaits de l'émigration irrégulière en langues locales ;
- Renforcer le dialogue entre les OSC, et entre celles-ci avec les gouvernements et partenaires au développement ;
- Lutter contre l'extrémisme violent ;
- Faire pression sur les gouvernements afin d'adapter les cadres juridiques en matière de migration au contexte régional et mondial actuel ;
- Œuvrer à l'accès aux crédits des jeunes et à l'industrialisation du continent africain.

«Rôle des OSC dans l'Agenda de sécurité en Afrique»

- Doter aux OSC d'un statut (d'observateurs ou de consultation) au sein de l'UA, des CER/MR ;
- Organiser la participation des OSC et des médias dans la formulation, l'exécution et l'évaluation des politiques publiques en matière de migration, de paix et de sécurité ;
- Mettre les populations locales, notamment les femmes et les enfants, plus vulnérables, au cœur

des stratégies migratoires, de paix et de sécurité ;

- Impliquer les OSC à la lutte contre la criminalité transnationale organisée ;
- Renforcer le cadre juridico-institutionnel de lutte contre le terrorisme en Afrique ;
- Développer un partenariat stratégique entre les OSC et les armées nationales, en vue de renforcer la compréhension de ces dernières sur les nouveaux enjeux sécuritaires par celles-ci ;
- Développer des réponses locales aux problèmes globaux, ce qui renvoie à la célèbre diction « Penser global, agir local » ;



RAPPORT ANNUEL 2019

III

PROGRAMME GOUVERNANCE ET PROCESSUS POLITIQUES (PGPP)

PROGRAMME GOUVERNANCE ET PROCESSUS POLITIQUES (PGPP)



1. Rappel des objectifs du programme PGPP

L'un des objectifs stratégiques du programme Gouvernance et Processus Politiques est de promouvoir et faciliter la création de réseaux d'organisations de la société civile, d'organes de gestion des élections et d'institutions régionales et sous régionales pour la facilitation du dialogue politique, mais aussi et surtout la professionnalisation de l'administration, de la gestion et de l'observation électorale en Afrique de l'Ouest.

Globalement, le programme poursuit deux objectifs stratégiques :

- OS 1 : Participer à l'avènement de processus politiques et électoraux intègres en Afrique par l'instauration de cadres d'échange, de formation et d'interaction multi-acteurs : État, partenaires techniques, organisation de la société civile, organes de gestion des élections, instances de régulation, etc.
- OS 2 : Contribuer à une meilleure connaissance des phénomènes contemporains africains par l'instauration d'espaces de dialogue, de réflexion et de recherche.

2. Objectifs spécifiques

- Contribuer à la réalisation de stratégies nationales et communautaires de la zone cible, destinées à la prévention et à la résolution de conflits, par le monitoring, le renforcement de capacités, l'accompagnement technique, la recherche et l'intervention ;
- Procéder, par le truchement de la recherche, à cerner certaines problématiques liées à la bonne gouvernance pour une contribution effective au renforcement des processus politiques et de bonne gouvernance en Afrique ;
- Prodiguer de l'assistance technique aux organisations de la société civile en vue d'un renforcement de leurs capacités institutionnelles ;
- Initier des approches collaboratives avec une pluralité d'institution dédiées à la paix, à la

sécurité, au développement et au renforcement des processus démocratiques, afin de contribuer directement ou indirectement à la réalisation du développement durable ;

- Contribuer à l'identification de facteurs potentiellement « conflictogènes » en Afrique et à proposer des mesures préventives ;
- Instaurer un cadre d'échanges regroupant des chercheurs et praticiens de la société civile, des organisations internationales, des institutions étatiques, des médias travaillant sur les questions de gouvernance, de paix et de sécurité ;
- Rendre intelligibles, par plusieurs approches, certaines questions émergentes pouvant impacter la paix et la stabilité en Afrique ;
- Instaurer annuellement une rencontre régionale, réunissant des chercheurs et des praticiens de la société civile, des acteurs étatiques, des médias, etc. afin de faire le point sur l'état d'avancement de leurs travaux et recherches, des programmes initiés, des actions réalisées et des perspectives y relatives.

3. Théorie du changement

La contribution de l'Institut Gorée à la paix et à la sécurité en Afrique est effective si des dynamiques porteuses de changements durables, axées sur les problématiques liées à la gouvernance et aux processus politiques, sont impulsées à travers des actions multiformes (accompagnement technique, veille stratégique, recherche, réseautage, mise en synergie, facilitation et intervention), d'envergures régionales et continentales ;

4. Outils et instruments

L'Institut Gorée est conscient qu'une mise en œuvre et l'impact de toute action n'ont de sens que s'il faille s'insérer dans des approches stratégiques déjà définies tant au niveau national, régional, sous régional, continental et global, dans le respect de sa mission et de sa vision.

C'est ainsi qu'il arrime sa stratégie aux instruments et aux documents de stratégies suivants :

- Les Objectifs de développement durable;
- La Résolution 1325 et connexes dont la plus récente, 2242 des Nations Unies ;
- La Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (CADEG), adoptée par la Huitième session ordinaire de la Conférence de l'Union Africaine tenue le 30 janvier 2007 à Addis-Abeba ;
- Le Protocole A/SP1/12/01 sur la Démocratie et la Bonne gouvernance additionnel au Protocole relatif au Mécanisme de Prévention, de Gestion, de Règlement des conflits, de Maintien de la Paix et de la Sécurité ;
- La Résolution 2250, adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies en décembre 2015 ;
- Le Programme 2030, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2015 ;
- L'Agenda 2063 approuvé par le Sommet du Jubilé d'Or de l'Union Africaine en mai 2013 ;
- Le Cadre de Prévention des Conflits (CPCC) adopté par le Conseil de Médiation et de Sécurité de la CEDEAO en janvier 2008 ;
- La Charte Africaine de la Jeunesse (CAJ) adoptée par la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'Union Africaine en juillet 2006.
- 'Architecture Africaine de Paix et Sécurité (AAPS/APSA), créé au sommet de Lusaka en juillet 2001.



ASSISTANCE ÉLECTORALE ET SAVOIR ÉLECTORAL

PROGRAMME D'OBSERVATION ET DE MONITORING - ELECTION PRÉSIDENTIELLE 2019 : SYNERGIE CITOYENNE POUR DES ÉLECTIONS APAISÉES ET CRÉDIBLES.

Avec l'accompagnement financier de la Fondation OSIWA, l'Institut, dans le cadre de l'élection présidentielle 2019 au Sénégal, a mis en œuvre un Programme d'observation et de monitoring électoral.

Objectif global

Contribuer à un processus électoral paisible, libre, crédible et inclusif par la mise en place d'un dispositif d'observation et de monitoring du processus électoral efficace et opérationnel.

Objectifs spécifiques

- Mettre en synergie les organisations de la société civile de femmes et de jeunes en vue de la contribution à un processus électoral libre et équitable ;
- Renforcer les capacités des citoyens en matière de monitoring des médias, de monitoring de la violence et de monitoring des réseaux sociaux ;
- Impulser un processus de recueil, d'analyse et de production d'informations renseignant sur le processus électoral ;
- Concevoir et rendre opérationnel un réceptacle technologique de centralisation d'informations, de recueil et de partage d'informations ;
- Impulser une dynamique de capitalisation et de documentation du processus électoral.

Composantes du programme et activités réalisées :

- Monitoring du parrainage;
- Monitoring de la violence électorale;
- Monitoring des réseaux sociaux;
- Monitoring des médias;
- Contribution au fonctionnement de la Structure de veille électorale le Jour J ;
- Contribution au fonctionnement des composantes de la structure de veille électorale ;
- Réalisation d'un document de capitalisation du processus électoral au Sénégal ;
- Tenue d'un atelier de capitalisation.

Résultats

- Renforcement de capacité et déploiement de 100 moniteurs du parrainage sur l'ensemble du territoire au Sénégal ;
- Réalisation d'une enquête de perception citoyenne de la loi sur le parrainage ;
- Publication et diffusion d'un rapport de monitoring ;

- Renforcement de capacités et déploiement de 100 moniteurs de la violence sur tout le territoire ;
- Production et diffusion de 3 rapports intermédiaires et d'un rapport final ;
- Production de plusieurs rapports renseignant sur la nature du climat électoral ;
- Renforcement de capacités de 10 blogueurs dans le monitoring des réseaux sociaux ;
- Tenue d'un atelier de revue méthodologique ;
- Production et diffusion de 3 rapports de monitoring et d'un rapport final ;
- Renforcement de capacités de 30 journalistes dans le monitoring des médias, en partenariat avec le Centre des études supérieures en science et technique de l'information (CESTI) ;
- Mise en place d'une plateforme technologique ;
- Mise en ligne d'un site web exclusivement dédié au programme et aux activités de monitoring ;
- Monitoring du scrutin le Jour J ;
- Réalisation et diffusion d'un rapport final de monitoring ;
- Réalisation d'un document de capitalisation;
- Tenue d'un atelier de capitalisation.



MISSION D'EXPERTISE – ÉLECTIONS LOCALES 2019 TOGO

Du 27 juin au 03 juillet, l'Institut a réalisé dans le cadre des élections locales au Togo pour une mission d'expertise électorale.

Il s'agissait de prendre contact avec les parties prenantes essentielles au processus électoral, d'échanger avec les OSCs et avec les PTF intervenant au Togo et d'observer le jour du scrutin la tenue des élections

Durant le séjour, les institutions et personnalités suivantes ont été rencontrées :

- La Concertation nationale de la société civile qui est notre partenaire stratégique au Togo (CNSC) ;
- Le président de la CENI;
- L'ambassadeur de France au Togo;
- Le premier conseiller de l'ambassade du Sénégal au Togo ;
- Le Coordonnateur du Système des Nations Unies au Togo ;
- Le Secrétariat du Haut-commissariat à la Réconciliation et à l'Unité Nationale.

Par ailleurs, les actions suivantes ont été réalisées :

- Prendre part à la Session d'échange et d'information sur les élections organisées conjointement par le ministère de l'Administration du territoire, la FOSEL, la CENI et le ministère des Affaires étrangères du Togo.
- Discuter avec le coordonnateur de la mission d'observation du Conseil œcuménique Justice et Paix (Eglise) qui devait déployer 3000 observateurs avec l'appui de OSIWA, mais dont le dossier d'accréditation fut rejeté par les pouvoirs publics.

Pour ce qui s'agit de l'observation le jour du scrutin, un tour des centres de vote pour apprécier l'environnement général, l'Etat ayant rejeté les demandes d'accréditation des OSCs.

Enfin, un document d'analyse faisant le point sur le processus des locales et allant également au-delà pour faire une analyse de la situation socio politico institutionnelle au Togo dans la perspective de la présidentielle a été produit.

PARTICIPATION AU PROCESSUS ÉLECTORAL EN CÔTE D'IVOIRE : FORMATION BRIDGE AU BÉNÉFICE DES PARTIES PRENANTE



Depuis 2015, et avec l'accompagnement du PNUD, l'Institut Gorée : Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture a pu mettre en œuvre plusieurs Programme d'accompagnement électoral de renforcer des capacités des organisations de la société civile. En prélude à la présidentielle d'octobre 2020, le Gorée Institute, également le Hub BRIDGE en Afrique de l'Ouest a organisé une série de formation BRIDGE pour renforcer les capacités des parties prenantes dans le processus électoral en cours en Côte d'Ivoire.

Durant cette série de formations, les parties prenantes suivantes ont été renforcées :

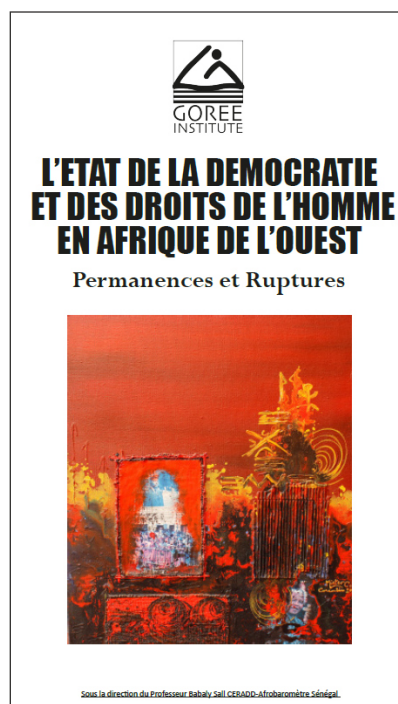
- La société civile ivoirienne
- Les médias
- Les partis politiques

La formation des membres de la Commission Électorale Ivoirienne est prévue en mars 2020.

RECHERCHE « ÉTAT DE LA DÉMOCRATIE ET DES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE DE L'OUEST »

La démocratie n'est pas un projet réitératif. Après plusieurs décennies de mise en œuvre, notamment en Afrique, il convient de souligner un constat mitigé relativement à la situation de la démocratie en Afrique de l'Ouest. A l'image des théories du développement et de ses apories, le projet démocratique a bouleversé le continent africain, mettant en exergue tant son potentiel, ses ressources, les profils de ses acteurs et surtout plongeant l'Afrique dans des approches d'uniformisation, de standardisation des trajectoires et des processus. Un état des lieux de l'état de la démocratie en Afrique de l'Ouest notamment renseigne à suffisance sur une situation mi-fugue mi-raisin du fait qu'il est possible, sur la base des performances électorales, mais également des résultats politiques, économiques, sociaux, etc. - car des liens évidents existent entre ces dimensions - de classer les pays. En effet, tenant compte de plusieurs ressorts endogènes, les États ont connu des trajectoires différentes même si à l'étude minutieuse de ces trajectoires, des similarités se dégagent, permettant de procéder à une catégorisation des pays. Cet ouvrage porte sur le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Léone et le Togo. Dans cet ouvrage coordonné sur la base d'une approche scientifique et rigoureuse, regroupant des universitaires et chercheurs spécialistes des sciences sociales sur l'état du fonctionnement de la démocratie et des droits humains, un regard critique est jeté sur l'appropriation du projet démocratique notamment en Afrique de l'Ouest, les réussites, les succès, les raisons de ces fortunes ou infortunes. Il s'en dégage un constat permettant de pointer du doigt les trajectoires marquantes dans ce processus de démocratisation (Première partie) et de mettre en exergue les mutations en cours (Seconde partie). Dans le même ordre d'idées, il est important de souligner que démocratie et droits humains (mais également d'autres problématiques) interagissent et s'enrichissent mutuellement. Ainsi, indirectement par un traitement rigoureux et scientifique de l'état de la démocratie, un traitement en filigrane de la problématique des droits de l'Homme d'autres, annexes, sera fait.

L'Institut Gorée : Centre pour la démocratie, le développement et la culture en Afrique est une institution panafricaine d'intérêt public dont la vision est de travailler à l'avènement de sociétés africaines justes, paisibles et autosuffisantes en Afrique. Dans la finalité de réaliser sa vision, un axe transversal important se dégage de son approche : la recherche. Cette étude vient poursuivre un processus lancé depuis 2005 en publiant une première étude sur l'état de la démocratie en Afrique de l'Ouest. Elle vient élargir le spectre en l'enrichissant de la perspective des droits de l'Homme, intégrant des recommandations à l'intention de toutes les parties prenantes au processus de réalisation d'un processus politique répondant aux attentes des populations et surtout œuvrant au bien être de ces dernières, motivation essentielle de toute action humaine en principe.



RECHERCHE « ETUDE DE CAS SUR LA GOUVERNANCE : LA RÉGULATION ET LES CORPS DE CONTRÔLE AU SÉNÉGAL »

Notion en vogue depuis le début des années 1990, cherchant à montrer que les dynamiques de gouvernement et de régulation sociale ont changé par l'effet de la mondialisation, des changements sociaux et d'une perception nouvelle du pouvoir politique. De manière générale, la gouvernance désigne le plus souvent les formes contemporaines de régulation collective qui se développent sur la base de relations entre acteurs publics et privés, et dans des cadres institutionnels et territoriaux pluriels, plus ouverts et plus stables.

La gouvernance, avec sa constellation de principes, s'inscrit dans cette quête permanente d'une meilleure qualité de gestion des structures et des hommes. Le vocable de « gouvernance multinationale » est une illustration parfaite de l'entrelacement des questions, de la pluralité d'acteurs intervenant dans l'espace public et surtout de l'interdépendance des débats et des problématiques.

L'expression gouvernance démocratique exprime la volonté, quant à elle, de lier réformes économiques et réformes politico-institutionnelles. Comme tout concept utilisé par de nombreux acteurs aux représentations et aux intérêts divers, son sens est largement galvaudé et souvent contesté. D'une part, les partenaires techniques et financiers n'ont pas une doctrine claire permettant d'analyser les situations nationales indiscutables. D'autre part, les pays du Sud sont particulièrement critiques à l'égard d'une idée susceptible de justifier des formes d'ingérence des pays du Nord dans les affaires politiques.

Sur ce point, les organisations internationales et les partenaires techniques et financiers répondent que l'amélioration de la gouvernance démocratique ne peut résulter d'un processus surimposé mais seulement d'une appropriation, par les gouvernements des pays en développement, des objectifs fixés dans ce domaine, ce qui suppose d'adapter les politiques de gouvernance démocratique aux contextes nationaux. Il convient de souligner que malgré le flou sémantique, la polysémie, la notion a le mérite de promouvoir de façon indissociable le processus démocratique et la lutte contre la pauvreté.

L'Institut Gorée : Centre pour la démocratie, le développement et la culture en Afrique s'est inscrit depuis sa création à la promotion des approches incarnées et pratiques. Les concepts n'ont de sens que s'ils sont applicables et les meilleurs sont ceux qui sont les plus opérationnels. Par la recherche, la facilitation et l'intervention, l'Institut a pu réaliser beaucoup d'activités dans les domaines de la paix, de la sécurité, de la démocratie, des élections et de la culture. La transversalité de certains concepts a permis de mobiliser plusieurs approches pour une meilleure prise en charge de certaines problématiques. Par exemple, grâce à la recherche, l'Institut est parvenu à identifier les défis majeurs se logeant dans un domaine précis. Lesquels défis ont été transformés en pistes de solutions débattues et testées auprès d'un public averti.

Dans le domaine de la gouvernance en l'occurrence, l'Institut Gorée s'est inscrit dans l'approche déclinée ci-dessus, articulant son intervention autour des points suivants :

- Recherche;
- Discussion et appréciation critique;
- Élaboration d'un module de formation;
- Formation proprement dite en Gouvernance démocratique.

En 2017, une recherche sur la gouvernance et portant spécifiquement sur la problématique de la régulation et sur les corps de contrôle fut réalisée. Cette recherche est dans la phase de publication.

RENFORCEMENT DE CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET DES MÉCANISMES DE BONNE GOUVERNANCE

Capitalisant plusieurs années d'accompagnement électoral avec succès, l'Institut Gorée a vu son positionnement évoluer progressivement et se transmuter passant ainsi d'un statut d'organisation classique de société civile d'envergure sous régional, à une organisation gardant le même profil auquel s'ajoute une qualité d'organisation intermédiaire. En effet, naturellement, du fait des sollicitations faites tant par la communauté des partenaires techniques et financiers, par les acteurs non étatiques que par les organisations communautaires de base et de la société civile, l'Institut a développé une expertise dans l'accompagnement institutionnel. Il s'y ajoute qu'ayant traversé plusieurs étapes de sa vie institutionnelle, l'Institut a su développer une « résilience », bravé des obstacles par des solutions institutionnelles et par le développement d'approches lui ayant permis de capitaliser, d'un point de vue institutionnel, de « bonnes pratiques » qu'il serait de bon ton de partager avec les organisations de la société civile qui sont en phase de développement. En effet, il n'est pas aisé d'effectuer une dichotomie entre l'accompagnement programmatique à une organisation et le profil ainsi que les qualités managériales et institutionnelles de l'organisation devant porter la mise en œuvre de ce dernier programme.

Ainsi, pour cet exercice 2018 - 2019, une évolution s'est faite en termes d'orientation institutionnelle par l'appui à deux organisations d'envergure régionale. Cet appui est à la croisée de deux axes importants pour l'Institut que sont le Genre et le Renforcement de capacités institutionnelles.

PLANIFICATION STRATÉGIQUE REPSFECO



Le Réseau Paix et Sécurité des femmes de l'espace CEDEAO, après une quinzaine d'années d'existence, conformément aux impératifs d'actualisation s'imposant à toute organisation, a tenu à

organiser un atelier de planification stratégique, regroupant les 15 présidentes de Sections nationales présentes dans les 15 pays de l'espace CEDEAO. La facilitation de cet atelier de planification stratégique fut confiée à l'Institut Gorée.

Le principal objectif de cette rencontre fut de procéder au renforcement institutionnel du REPSFECO à travers la revue de son statut et la conceptualisation de son plan stratégique triennal pour une meilleure implication dans les processus de prévention des conflits et de consolidation de la paix conformément à son mandat.

De manière plus spécifique, il s'agissait de :

- Procéder à la revue et la validation du statut et du règlement intérieur du REPSFECO ;
- Faire une rapide revue des outils comme le Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO (CPCC); la R1325, l'acte additionnel de la CEDEAO sur l'égalité Homme Femme pour un développement durable ;
- Élaborer puis valider le plan stratégique triennal 2018-2020 du REPSFECO ;
- Dessiner un plan d'action en lien avec le CPCC ;
- Renforcer la synergie d'action entre les membres du groupe.

A l'issue d'un processus participatif de facilitation, de consultation, de réflexion et de validation, les résultats suivants ont été atteints :

- Facilitation d'un Atelier de 3 jours de planification stratégique ;
- Réalisation d'un nouveau plan stratégique triennal ;
- Élaboration d'un document de stratégie adossé au Plan stratégique triennal.

ASSISTANCE ET APPUI TECHNIQUE AU GROUPE DE TRAVAIL FEMMES, JEUNES, PAIX ET SÉCURITÉ – ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2019 AU SÉNÉGAL

Depuis plus de deux décennies, l'Afrique a connu des violences électorales féroces aux portées imprévisibles. L'instabilité institutionnelle qui a sévit au Togo en 2005 suite à l'élection présidentielle a causé près de 500 morts et des milliers de blessés, tandis qu'en 2011, la Côte d'Ivoire a traversé une crise qui a occasionné 3000 morts et plusieurs blessés à côté du Nigeria la même année lors de la sortie du Président Good Luck Jonathan qui en a occasionné 800.

Selon Africa Center, si 20% des élections tenues ces dernières années en Afrique ont découlé à des violences, 95 pourcent de ces violences sont occasionnées avant les élections. Ceci démontre de la nécessité de mettre l'accent sur la mise en place de mécanismes d'alerte précoce pour les prévenir.

Dans un espace multi ethnique, multiculturel aux frontières poreuses que représente cette région, les périodes électorales sont un moment de continuité ou de matérialisation de tensions latentes. Si la démocratie a évolué et que les élections sont de plus en plus incontournables ces cinquante dernières années, leur tenue demeure un moment qui révèle la fragilité des états à travers la faiblesse des institutions et le dysfonctionnement des commissions électorales, le non-respect de l'Etat de droit et la non-inclusion des citoyens dans le processus.

Certes, les élections devraient être « des instruments de légitimation pour la société dans son

ensemble. Elles facilitent la transition dans un cadre juridique du leadership d'un parti vers un autre d'une façon structurée, compétitive et transparente ». Elles devraient être inclusives et participatives et porter la voix du peuple sur un plan holistique. Pour les femmes, les élections sont un moment propice de faire entendre leur voix et de se faire représenter sur tous les plans.

La participation des femmes dans les processus électoraux s'étend sur plusieurs sphères. Elle prend en compte leur implication dans l'élaboration et le vote des lois mises en place pour le respect de leurs droits, leur implication dans les institutions de management des élections, leur massive représentation au sein des partis politiques, leurs positions de leadership dans ces instances et leur accès aux ressources.



Les conférences des Femmes successivement organisées par les Nations Unies au Mexique (1975) au Copenhague (1980) à Nairobi (1985) puis à Beijing (1995) renforcées par la 23^{ème} session Spéciale de l'Assemblée Générale Beijing+5 ont mis l'accent sur l'importance d'accroître l'appui aux femmes pour leur implication dans les processus électoraux.

Depuis bientôt 10 ans, la participation des femmes dans ces processus électoraux est devenue une initiative incontournable pour la stabilisation politique des états pendant les périodes électorales.

Elle s'inscrit sur les axes Prévention et Participation de la Résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies. En plus de la R1325, d'autres instruments régionaux viennent ainsi confirmer la nécessité pour les femmes de s'impliquer dans les processus électoraux tel le Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance (Déc. 2001) qui, dans son Article 2(3), exige que « les États membres prennent toutes les mesures appropriées pour veiller à ce que les femmes aient des droits égaux à ceux des hommes de voter et de bénéficier de votes pour les élections, de participer à la formulation et la mise en œuvre des politiques de l'Etat et d'exercer une fonction publique et des responsabilités publiques à tous les niveaux de gouvernance ». De plus, l'Article 15(4) exhorte les Missions d'observation électorale à court et à long terme à inclure les femmes. La Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, entrée en vigueur en février 2012 de même que le Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO (CPCC) adopté à Ouagadougou (Janvier 2008) sont d'autres instruments importants. L'Acte Additionnel relatif à l'égalité des droits entre les femmes et les hommes pour le développement durable dans l'espace CEDEAO (2014) est venu, à travers ses Articles 4, 12, 27 et 33, renforcer son apport comme Cadre Stratégique du Genre et des Élections.

C'est ainsi que les femmes ont mis en place plusieurs mécanismes de veille pour apporter une touche à la tenue des élections dans le continent au Liberia, au Sénégal, au Nigeria, entre autres.

En plus des femmes, la participation des jeunes est un aspect important pour stabiliser ce groupe le plus souvent manipulé et instrumentalisé lors des élections, particulièrement en phase avec divers instruments comme la Charte Africaine de la Jeunesse (2006) ainsi que les Résolutions 2250 (2015) et 2419 (2018).

Tenant compte de ce contexte, l'Institut a été sollicité par le Groupe de travail Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité pour un appui technique en vue de :

- Renforcer les capacités et le déploiement de 100 membres du GTFJPS pour l'observation et le monitoring électoral le jour J du scrutin ;
- L'opérationnalisation d'une structure de veille électorale et la production de rapports d'observation ;
- La production de documents de situation le jour du scrutin et la rédaction de Déclarations renseignant sur la qualité du scrutin présidentiel au Sénégal.

La collaboration et le réseautage sont des axes importants et interdépendants qui ont permis à l'Institut, depuis fort longtemps, d'étoffer tant son agenda d'actions que ses formes de collaboration avec une pluralité d'acteurs et d'institutions dans les domaines d'intervention de l'Institut.

Ainsi, fort d'une communication pertinente et efficace ainsi que d'une approche collaborative importante, l'Institut s'est investi dans des actions de facilitation, de mise en œuvre et de participation à plusieurs initiatives et cadres dont la finalité est de renforcer les processus démocratiques, de paix, de sécurité et de développement en Afrique.



COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

COMMISSION SCIENTIFIQUE DU FORUM DE DAKAR SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Dans le cadre de ses collaborations, mais fort de son expérience et de son positionnement dans le domaine Paix et Sécurité, l'Institut Gorée : Centre pour la démocratie, le développement et la culture en Afrique a été convié par le Centre des Hautes Études de Défense et de Stratégie, bras opérationnel du Forum de Dakar sur la Paix et la Sécurité, à prendre part à la Commission scientifique dont le cahier des charges est de préparer toute la documentation définissant le contenu, les principales thématiques, les notes de cadrage y afférent, relativement à la tenue du Forum. Dans ce cadre, l'Institut a pris part aux travaux préparatoires du Forum et notamment des processus de production des documents scientifiques.

TANA FORUM 2019 : GORÉE INSTITUTE A PRIS EN TANT QUE PERSONNE NE RESSOURCE AU FORUM DE HAUT NIVEAU POUR LA STABILITÉ NATIONALE ET RÉGIONALE DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

Ce Forum de Haut Niveau organisé par IPSS (Institute for Peace and Security Studies) a rassemblé des décideurs de haut niveau sur la paix et la sécurité issus de la sphère gouvernementale/politique, d'institutions régionales non membres de l'UA, du secteur privé, de la société civile et des personnes ressources en matière de paix et de sécurité. Le Gorée Institute qui œuvre pour la consolidation de la Paix en Afrique, a pris part à cette rencontre considérée comme l'un des principaux lieux de discussion africaine sur les questions de paix et de sécurité sur le continent. Fort de ce partenariat avec IPSS, le Post Tana de 2019 s'est tenu au Gorée Institute.

6. Résultats programmatiques atteints

- Diversification des approches collaboratives par l'accompagnement institutionnel ;
- Le positionnement dans le domaine de la recherche et de l'assistance électorale renforcé ;
- L'élaboration de nouveaux outils dans le domaine de la gouvernance s'inspirant de l'approche adoptée dans le domaine de l'assistance électorale ;
- Modèle d'accompagnement électoral par l'élaboration d'un instrument de monitoring des réseaux sociaux amélioré ;
- Des actions à plusieurs impacts dans le sillage de la réalisation de plusieurs instruments et documents de stratégie sont définies ;
- Des partenariats avec des institutions intervenant dans les domaines de la paix, de la sécurité, du développement sont noués ;
- Des actions à la réalisation des objectifs de développement durable, à la promotion des femmes et des jeunes sont menées ;
- Contribution in fine à la réalisation des instruments de stratégie principalement portés par les instances globales, continentales (Afrique) et régionales de promotion de la paix, de la sécurité et du développement durable en Afrique notamment.

RAPPORT ANNUEL 2019

III

TERAL: UN
MÉCANISME
D'AUTOFINANCEMENT

TERAL: UN MÉCANISME D'AUTOFINANCEMENT

Le Département TERAL, créé en 1994, est l'instrument d'autofinancement du Gorée Institute. A travers les séminaires et les formations qu'il facilite, TERAL, grâce aux prestations qu'il fournit, soutient les programmes dans la vision, la mission et les objectifs stratégiques du Gorée Institute. Il participe ainsi à hauteur de 30 à 35% des charges de fonctionnement de l'Institut.

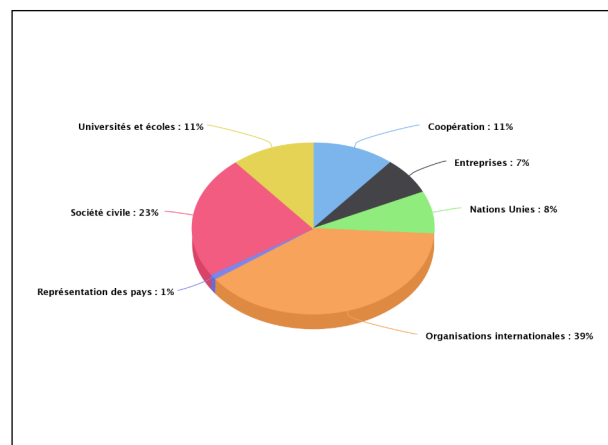
TERAL offre un cadre idéal d'échanges, d'interaction, mais aussi de détente en proposant plusieurs services allant de l'organisation de séminaires et de conférences à la coordination d'activités récréatives sur l'île de Gorée, lieu chargé de symboles.

Le Département TERAL cible principalement les organisations internationales, la communauté des bailleurs, les institutions dédiées aux questions intéressant l'Afrique, mais aussi le monde, les chercheurs, les dirigeants d'organisations, les artistes, les hommes d'affaires, les économistes, les scientifiques, etc.

Les Objectifs du Département TERAL sont :

- Appuyer l'engagement de l'Institut à s'inscrire dans une dynamique de collaboration régionale et internationale ;
- Renforcer la sécurité et la stabilité financière de l'Institut en contribuant aux dépenses courantes et aux frais de fonctionnement.

Pour l'année 2019, le département TERAL a facilité onze (11) séminaires internes constitués de projets de l'Institut et dix-neuf (19) séminaires externes au profit d'organisations ou institutions partenaires. Au total, 770 personnes (soit une augmentation de 3% par rapport à 2018) à travers différentes rencontres ou séminaires ont bénéficié des services de TERAL. Ci-dessous la typologie d'organisations bénéficiaires des services de TERAL au cours de l'année 2019.



Pour 2020 - 2022, TERAL a pour ambition d'élargir sa gamme de produits et services et s'investir dans :

- SABBATIONALS (cf. accueil personnalités appartenant au monde des arts & du spectacle, universitaires, etc.)
- BOOKSHOP (cf. accès aux publications du GORIN et aux ressources bibliographiques du Centre - Ressource & Documentation) ;
- Les projets de partenariats avec des universités, écoles nationales et internationales (servir de réceptacle aux universités pour des formations et voyages d'études).

RAPPORT ANNUEL 2019

IV

FINANCES ET
RENFORCEMENT
ORGANISATIONNEL

FINANCES ET RENFORCEMENT ORGANISATIONNEL

En tant qu'organisation panafricaine de la société civile, le Gorée Institute demeure une organisation d'apprentissage réceptive et engagée à assurer l'amélioration continue de la qualité de ses programmes, processus et capacité organisationnelle. Pour cela, il est important que nous parvenions à nous réinventer afin d'améliorer notre performance, d'élargir et d'approfondir notre influence dans un contexte géopolitique marqué par des transformations profondes sur les plans social, institutionnel et politique. Les organisations comme le Gorée Institute, face aux nouveaux enjeux et défis socio-économiques, sont en pleine mutation pour assurer leur viabilité institutionnelle et financière. Pour cela, au cours de l'année 2019, des efforts ont été consentis dans le cadre de l'amélioration de ses capacités et performances organisationnelles, notamment par l'organisation de la tenue de la réunion annuelle du Conseil d'administration et la mobilisation de ressources.

1. Réunion annuelle du Conseil d'administration

A la suite de la retraite annuelle du staff du Gorée Institute, le Conseil d'administration a tenu sa réunion annuelle du 12 au 13 septembre 2019. Le Conseil, qui est l'organe de décision suprême de l'Institut a pour mission de fournir des orientations stratégiques et politiques, de recommander et superviser le travail, de valider les plans et de prendre des décisions pour le renforcement des structures de gouvernance et la viabilité institutionnelle. La réunion a permis de valider les rapports d'audits, les états financiers mais aussi et surtout le document de stratégie 2020-2022. A l'unanimité, l'Ambassadeur Saïdou Nourou Ba du Sénégal a été élu nouveau Président du Conseil d'administration du Gorée Institute (réuni les 12 et 13 septembre). Membre dudit Conseil depuis 2013, il succède ainsi à Mme Ayo Obe du Nigeria à la tête du Conseil depuis 2011 et membre depuis 1995. Mme Obe qui reste toujours membre de l'organe suprême (avec Bruno Zidouemba, Breyten Breytenbach, Francesca Bomboko) a tenu à remercier la Direction et tout le staff de l'Institut pour le travail abattu dans la contribution à l'émergence d'une Afrique indépendante et politiquement forte depuis 27 ans. Convaincue d'avoir donné le meilleur d'elle-même pendant huit ans, la désormais ex-Présidente du CA estime essentiel de donner à l'Organisation un nouveau leadership. Son successeur annonce une « présidence collégiale » pour ainsi rejoindre le management horizontal de l'Institut. « **Je ne crois pas au miracle. Je crois à l'effort, à l'honnêteté et à ce que l'on croit** », sont les mots du nouveau Président de l'organe garant de la légitimité de l'Institut qui a invité le staff de l'Institut à s'attacher à la ligne éditoriale qui a fait la renommée du Gorée Institute. Par ailleurs, l'ambassadeur Hatem Atallah de la Tunisie, ancien Directeur Exécutif de la Fondation Anna Lindh pour le Dialogue entre les Cultures dans l'Espace Euro- Méditerranéen (Alexandrie, Egypte) dont la candidature a été acceptée en 2018 a également pris part au conseil en tant que nouveau membre.

2. Perspectives

L'Institut Gorée, en tant que centre de compétences et de renforcement des capacités, organisation de catalyseur et de facilitation, lieu de réflexion et de recherche visant à faciliter le dialogue et les échanges, à créer un centre d'excellence d'ici à la fin de l'année 2020, une série d'outils et de compétences, mais aussi l'amélioration et la promotion de nos réseaux de compétences et d'actions en Afrique et dans le reste du monde. L'ambition de créer le Centre d'excellence est de soutenir le travail des chercheurs, des décideurs, des leaders d'opinions, des artistes, des leaders institutionnels et

des praticiens œuvrant pour l'émergence d'une Afrique pacifique, prospère et autosuffisante.

Grâce à la combinaison de conférences, de réunions, de réflexions et de programmes de renforcement des capacités résidentielles, le Centre d'excellence continuera à rassembler des experts, leaders d'opinions et autres acteurs clés pour promouvoir les idéaux de justice, de paix et de progrès social en Afrique. Former de nouvelles alliances, partenariats, engagements financiers et initiatives régionales et internationales en faveur de l'Afrique en tant que protagoniste de son propre avenir.

Dans cette perspective, les résidences sabbatiques de l'Institut Gorée gérées par le département TERAL continueront à accueillir les travaux de chercheurs, d'artistes, d'écrivains et d'universitaires du continent et d'ailleurs. Le cadre paisible sur l'île de Gorée, site du patrimoine mondial de l'UNESCO, avec sa diversité linguistique et culturelle, la capitalisation des expériences en matière de paix, la prévention des conflits, la gouvernance, les élections, le renforcement institutionnel et les réalisations futures, Forum pour favoriser un changement social positif pour les citoyens d'Afrique et du monde.

Aussi, l'année 2020 sera bien entendu une année de transition, la priorité demeure la mobilisation des ressources et le partenariat stratégique pour la période 2021-2025.



3. États financiers

État des Recettes et des Dépenses

Période : Du 1er Janvier 2019 au 31 Décembre 2019

Monnaie : FCFA Taux de Change 1 Euro = 655,957 FCFA

ETAT DES DEPENSES

	MONTANT
1 SALAIRES	171 057 642 F
2 MAINTENANCE	13 543 136 F
3 UTILITAIRES	14 757 474 F
4 ADMINISTRATION	27 608 337 F
5 GOUVERNANCE	8 976 027 F
6 EQUIPEMENT	2 794 898 F
7 ACTIVITÉS DES PROGRAMMES ET TERAL	189 868 153 F

TOTAL	428 605 667 F
--------------	----------------------

ETAT DES RECETTES

1 FONDS REÇUS ET REVENUS	216 769 951 F
FORD FOUNDATION	34 980 000 F
OSIWA	56 892 682 F
TERAL	126 289 369 F
UN WOMEN GB	1 621 700 F
PNUD CI	-3 013 800 F
2 BALANCE D'OUVERTURE(01/01/2019)	259 406 454 F

SOLDE AU 31/12/2019	47 570 738 F
----------------------------	---------------------

RAPPORT ANNUEL 2019

V

CONSEIL
D'ADMINISTRATION
ET STAFF

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Ambassadeur Saïdou Nourou Ba
Sénégal
Consultant en Coopération et Relations Internationales

Ambassadeur Bruno ZIDQUEMBA
Burkina Faso
Diplomate de carrière, Ministre Pénitentiaire de classe exceptionnelle Ancien Ambassadeur du Burkina Faso

Ambassadeur Hatem Atallah
Tunisie
Directeur Exécutif de la Fondation Anna Lindh, Ancien Représentant Permanent auprès de l'Union Africaine

Francesca Bomboko
République Démocratique du Congo
Fondatrice du Bureau d'Etudes, de Recherches et de Consulting International (BERCI)

Ayo OBE
Nigeria résidente,
Avocate, militante pour les Droits de l'homme et la Démocratie, Chroniqueuse

Breyten Breytenbach
Afrique du Sud
Conseiller spécial en charge des projets spéciaux et plaidoyer Ecrivain, artiste, professeur à l'Université de New-York



HOMMAGE AU PR MICHAEL SAVAGE : UN HOMME DÉVOUÉ À LA CAUSE DU GORÉE INSTITUTE S'EN EST ALLÉ

Le Gorée Institute rend hommage au Professeur Michael Savage décédé au mois de mars 2020. Il fut un membre éminent du Conseil d'administration de l'Institut qui a marqué les esprits par son humilité, son dévouement et son engagement à la cause du Gorée Institute depuis la conférence de Dakar de 1987.

Professeur Emérite au Département de Sociologie de l'Université de Cape Town en Afrique du Sud, le Professeur Michael Savage était un homme d'action et de projets, respectueux des différences et de l'inclusion, déterminé à contribuer à "Ré-imaginer l'Afrique" par le biais des canaux de pensée et d'action du Gorée Institute. En ce jour très triste, la direction et l'ensemble du personnel du Gorée Institute adressent ses sincères condoléances à sa famille.

LE PERSONNEL DU GORÉE INSTITUTE

Directeur Exécutif : M. Doudou **DIA**
doudou.dia@goreeinstitut.org

Directeur Administratif et Financier : M. Abdourahmane **SOW**
abdourahmane.sow@goreeinstitut.org

Coordinateur du programme Gouvernance et Processus électoraux : M. Mamadou **SECK**
mamadou.seck@goreeinstitut.org

Coordonatrice du programme Consolidation de la Paix et Résolution des Conflits : Mme Sokhna **NDIAYE**
sokhna.ndiaye@goreeinstitut.org

Responsable Suivi et Évaluation : M. Koassi **AKAKPO**
koassi.akakpo@goreeinstitut.org

Responsable Communication & Gestion des connaissances : M. Mamadou Sakhir **NDIAYE**
mamadousakhir@goreeinstitut.org

Chef du département Administratif : M. Abdoul Salam **WANE**
abdou.wane@goreeinstitut.org

Responsable Patrimoine : M. Abdoul Aziz **SAR**
abdoulaziz.sar@goreeinstitut.org

Chef de département Téral : Mme Safietou **MBODJI**
safietou.mbodji@goreeinstitut.org

Chargée de l'Organisation des séminaires : Mme Maguette P. SALL **NDIAYE**
maguette.salle@goreeinstitut.org

Chargée de la Relation client : Mme Dieynaba **THIANE**
dieynaba.thiane@goreeinstitut.org

STAFF technique

Emma **NDOYE**
Abdoulaye **NIANG**
Michelle **SARR**
Ibrahima **DIA**
Racine **SOUMARÉ**
Baye **Mbarick WATT**
Pape Ousmane **SY**

